

# LE DEVOIR

VOL. XCIV N° 260

LES SAMEDI 15 ET DIMANCHE 16 NOVEMBRE 2003

2,18\$ + TAXES = 2,50\$

## Le pouvoir de l'esprit sur le corps

Des indices irréfutables prouvent l'existence de l'effet placebo

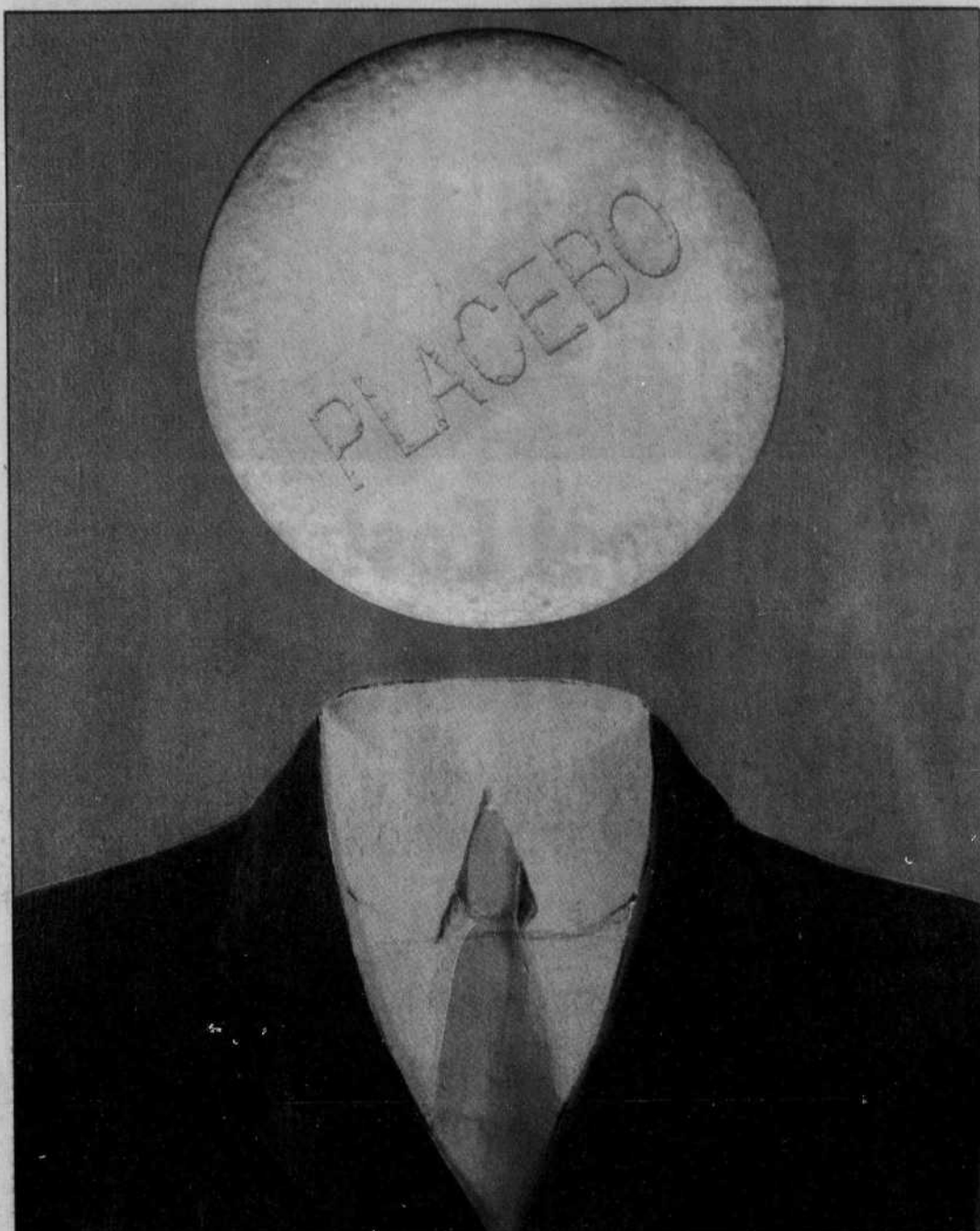
PAULINE GRAVEL  
LE DEVOIR

Des indices irréfutables s'accumulent quant à son existence, voire à sa puissance. Des études de plus en plus nombreuses montrent que des placebos administrés à l'insu des patients, qui s'attendent à recevoir un traitement réputé efficace, parviennent notamment à soulager des douleurs chroniques, à améliorer l'état psychologique de dépressifs, à réduire les symptômes de la maladie de Parkinson. L'effet placebo se fonde peut-être sur une supercherie, mais celle-ci démontre justement le pouvoir de l'esprit sur le corps dans le processus de guérison.

Il subsiste bien sûr encore des sceptiques qui remettent en doute l'existence réelle de la douleur ou

VOIR PAGE A 10: PLACEBO

Autres informations en page B 6



MONTAGE LE DEVOIR

## Martin cueille sa couronne

MANON CORNELLIER  
LE DEVOIR

Toronto — Jean Chrétien lui a donné son appui jeudi soir. Son adversaire Sheila Copps s'est ralliée avant même le décompte des votes. Avec 93,8 % des voix des délégués, il ne restait plus à Paul Martin qu'à cueillir la couronne de chef du Parti libéral du Canada, la même qu'il convoitait en 1990 et celle qui avait échappé à son père. Il l'a fait en invitant les Canadiens à tourner la page sur les années Chrétien pour mieux bâtir sur leurs réalisations.

«Je suis très fier de tout ce que nous avons accompli ces dix dernières années. Mais aujourd'hui, le moment est venu d'aller de l'avant, de passer à une autre étape», a déclaré M. Martin selon le texte remis à la presse, qu'il n'avait pas terminé de lire au moment de mettre sous presse.

Paul Martin voulait donc parler d'avenir et ne s'est pas beaucoup attardé à évoquer le passé, voire l'hé-

ritage laissé par Jean Chrétien. Dans son texte écrit, il a remercié le premier ministre en quelques mots, sans plus. «La mesure réelle d'un leader est qu'à son départ, le pays est en bien meilleure condition qu'il l'a trouvé, alors Jean Chrétien peut être très fier.»

Le nouveau chef libéral a préféré parler de son désir «de transformer nos récents gains en avantages nationaux durables» et de sa vision de son propre rôle. «Le véritable défi du leadership est de rallier un pays autour de ses aspirations non réalisées, de bâtir une société fondée sur l'égalité et non sur le privilège, sur le devoir et non sur la domination gouvernementale. Une société basée sur



REUTERS

«Le véritable défi du leadership est de rallier un pays autour de ses aspirations non réalisées, de bâtir une société fondée sur l'égalité et non sur le privilège, sur le devoir et non sur la domination gouvernementale.»

la compassion et la solidarité et non l'indifférence ou la négligence.»

Cette allocution a suivi un spectacle musical entrecoupé d'un discours percutant et des moins conventionnels prononcé par le chanteur rock irlandais Bono sur

VOIR PAGE A 10: MARTIN

Mission accomplie pour la garde prétorienne de Paul Martin, page B 3

## Dai Sijie: l'art du sarcasme

Il avait atteint la gloire avec son premier roman, *Balzac ou la petite tailleuse chinoise*. Aujourd'hui, il confirme sa vocation d'écrivain avec un roman plus complexe, plus drôle aussi. Dai Sijie, auteur du roman *Le Complexe de Di* (Gallimard), qui remportait cette année le prix Femina, est de passage au Salon du livre de Montréal.



Dai Sijie

CAROLINE MONTPETIT  
LE DEVOIR

Petit et trapu, Dai Sijie semble toujours au bord de l'ironie lorsqu'il se prête au jeu de l'entrevue. Le Chinois d'origine, qui vit désormais en France, manie en effet à merveille la raillerie. Ce don lui vaut d'ailleurs d'avoir eu certains ennemis avec le régime chinois.

Son dernier roman n'échappe pas à cette règle. Et cette histoire de juge corrompu dans une Chine où les communistes sont désormais les plus ardents capitalistes n'a rien pour arranger ses relations avec le gouvernement de son pays natal.

En fait, Dai Sijie a écrit ce roman après avoir séjourné durant deux ans en Chine pour procéder au tournage du film *Balzac ou la petite tailleuse chinoise*.

VOIR PAGE A 10: SARCASME

### INDEX

Actualités.....	A 2	Idées.....	B 5
Annonces.....	C 7	Monde.....	A 8
Avis publics.....	C 9	Mots croisés.....	A 8
Bourse.....	C 2	Météo.....	C 10
Carrières.....	C 5	Perspectives.....	B 1
Décès.....	C 7	Rencontres.....	D 2
Économie.....	C 1	Sciences.....	B 6
Éditorial.....	B 4	Sports.....	C 10

## De la mémoire collective à la mémoire individuelle

La vie de tous les jours en 8 mm, ou la télé-réalité qui vient du passé

FABIEN DEGUISE  
LE DEVOIR

Clap... Au bord d'une rivière, un homme avec une chemise à carreaux pêche le saumon. Sous le regard amusé de ses chums assis sur un banc en bois.

Clap... Un ti-cul, déguisé en cowboy, active une mitraillette en plastique. Le sourire coquin. Clap... Le père Noël, dans un traîneau tiré par deux chevaux, défile dans une rue enneigée. Clap... Une femme en robe de tulle sautille, un bébé dans les bras, devant une immense pancarte signalétique en bois: Matane, 21 km. Clap... Quatre hommes dans une décapotable, lunettes de motocyclistes solidement chaussées, sillonnent une route de gravier bordée d'arbres. En riant généreusement. Clap... Dans un camp de bûcherons, un cuisinier fait sauter une

crêpe qu'il vient de couler dans un énorme poêlon en fonte. Il regarde soudainement l'objectif. Et se met à rire...

«Les histoires de famille sont universelles. Et on ne peut s'empêcher de les regarder.»

Les scènes sont en noir et blanc. Parfois en couleur. Avec des images granuleuses qui, bien que projetées sur un écran de télévision dans le silence d'un salon urbain, induisent comme par magie le ronron — virtuel s'entend — d'un projecteur de 8 mm. L'ensemble fleurit bon la joie de vivre des années 30, 40, 50, 60 ou même 70, la famille, les games de hockey en plein air, les parties de chasse dans le Nord, les ceintures fléchées ou les vacances en voilier en Gaspésie dans un Québec d'une autre époque que ces films de famille ou d'amateurs — les Européens parlent plutôt d'«inédits» — font désormais resurgir dans notre présent.

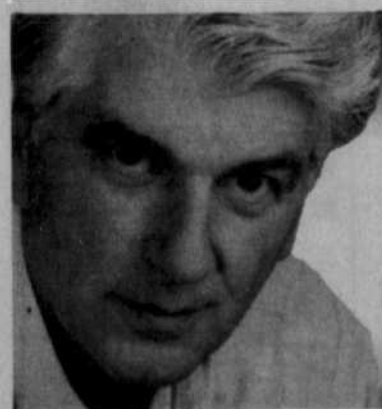
Quarante, soixante ou soixante-dix ans plus tard, la projection de ces sourires, de ces enfants qui se chamaillent et de ces plats mijotés dans des casseroles en fer blanc au bord d'une rivière, un hydravion en arrière-plan, captive. Même en l'absence de bande sonore,



VOIR PAGE A 10: MÉMOIRE



OFFICE PROVINCIAL DE PUBLICITÉ



## L'année CHAPLEAU 2003

Les dessins de Serge Chapleau, caricaturiste à *La Presse*, la meilleure façon de garder un bon souvenir de l'année écoulée.

Venez rencontrer Serge Chapleau au stand Boréal N° 171  
Samedi 15, de 14h à 16h  
Dimanche 16, de 14h à 16h



120 pages • 19,95 \$

LA PRESSE

Boréal  
40 ans

www.editionsboreal.qc.ca

## • LES ACTUALITÉS •

Incendie mortel dans Saint-Henri

# Une information essentielle ne s'est pas rendue aux pompiers

PRESSE CANADIENNE

Les 11 pompiers qui ont répondu à l'appel pour un incendie dans le quartier Saint-Henri, dimanche, lequel a causé la mort de deux personnes, croyaient qu'ils s'en allaient combattre un feu dans un bâtiment inhabité. Pourtant, leur service de communications les avait avisés par ordinateur, à deux reprises plutôt qu'une, qu'il y avait des hommes sur le toit.

C'est ce qu'a reconnu hier en conférence de presse André Brunelle, directeur adjoint de l'organisation des secours du Service de sécurité incendie de Montréal.

La reconstitution de la chaîne des événements démontre que le premier message signalant la présence de gens sur le toit est arrivé dans les deux casernes de

pompiers alors que ceux-ci étaient déjà en route.

Le second message transmis sur l'ordinateur de leurs véhicules n'a été lu par personne, de sorte que les pompiers n'ont su qu'une fois rendu sur place qu'il y avait des vies à sauver et pas uniquement des biens.

«Ils sont en route. Ils voient l'incendie de leurs yeux mais ne voient pas le message sur l'ordinateur. Arrivés sur les lieux, des citoyens les informent que des gens sont sur le toit. L'officier regarde mais ne voit rien de l'avant [de l'édifice, rue Notre-Dame] et doit se rendre à l'arrière pour les apercevoir», a relaté M. Brunelle.

«L'officier demande alors à ses hommes d'apporter une échelle portative qui se trouve sur Notre-Dame dans le camion», a-t-il ajouté.

Deux des quatre travailleurs qui se trouvaient

alors sur le toit ont eu la vie sauve. Le premier a sauté dès qu'il a vu que du gaz propane s'échappait d'une bonbonne. Un deuxième homme s'est accroché au bord du bâtiment et s'est laissé tomber.

Les deux autres travailleurs se sont fait dire par des pompiers de ne pas sauter, qu'on allait monter les chercher. Finalement, comme la situation se détériorait, des pompiers leur ont dit de sauter, mais il était trop tard pour eux. Ils sont morts calcinés.

M. Brunelle a fait valoir à plusieurs reprises que ses pompiers avaient fait de leur mieux, même s'il a reconnu qu'il faudra peut-être revoir certaines façons de faire.

Certains commentaires faits par M. Brunelle, hier, laissent croire qu'il est bien conscient qu'une information importante — celle sur la présence de gens

sur le toit — a été perdue.

«Quand ils sortent de la caserne, ils voient l'incendie. Ils se préparent mentalement sur la façon d'intervenir. À l'origine, le premier message disait qu'il s'agissait d'un bâtiment vacant, barricadé. Le processus d'intervention n'est pas le même», a-t-il dit.

«Est-ce qu'on pourrait faire en sorte que les gens prennent connaissance de l'information quand ils sont dans le véhicule? C'est difficile de lire un écran quand le véhicule bouge. Tout le monde aurait souhaité qu'ils voient ça», a-t-il commenté.

«Est-ce qu'on ne donnera pas mandat à quelqu'un que, si jamais ça arrive, il se détache de l'opération, ne fait que transmettre le message et s'assure qu'il a bien été reçu?», a-t-il ajouté un peu plus tard.

## Une invitation à tous les titulaires de carte American Express<sup>MD</sup>

### Ouverture de l'entrepôt Costco de Terrebonne le 19 novembre



Devenez membre Privilège au plus tard le 23 novembre et recevez une carte-cadeau de Costco de 10 \$\*!

Séances d'adhésion de préouverture :  
le 15 novembre, de 9 h 30 à 17 h  
le 16 novembre, de 10 h à 17 h  
le 17 novembre, de 10 h à 19 h

#### TERREBONNE

870, Montée des Pionniers  
(secteur Lachenaie)  
Autoroute 40  
sortie 94

Une carte de membre Privilège coûte 50 \$ par an (plus taxes) et comprend une carte Conjoint\*\* GRATUITE.

Pour en savoir plus sur Costco, visitez l'un des 9 entrepôts de la région ou appelez Costco au 1 800 463-3783.

\* Cette offre est valide pour une nouvelle adhésion seulement et expire le 23 novembre 2003. Pour recevoir cette carte-cadeau, vous devez porter les coûts d'adhésion à votre carte American Express.  
\*\* On entend par Conjoint l'époux(se) ou un membre de la famille de 18 ans ou plus vivant à la même adresse.

MD : utilisée en vertu d'une licence accordée par American Express Company.

© : utilisée en vertu d'une licence accordée par Price Costco International, Inc.

## Un fraudeur perd son emploi pendant qu'il purge sa peine

SYLVAIN LAROCQUE  
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — La Cour suprême du Canada a débouté hier un mécanicien qui réclamait une indemnité de son ex-employeur pour avoir été congédié, affirmait-il, en raison de sa condamnation et de son incarcération pour fraude.

Le 26 juin 1991, Yvon Roy, mécanicien d'entretien chez Maksteel Québec, une entreprise de distribution d'acier, avait été reconnu coupable de fraude et d'abus de confiance dans une affaire qui n'avait aucun lien avec son emploi. Il avait été condamné à une peine de six mois d'incarcération au Centre de réhabilitation de Waterloo, en Montérégie.

Un mois plus tard, le 26 juillet, M. Roy avait obtenu sa libération conditionnelle. Mais comme il ne s'était pas présenté au travail à son retour de vacances, son employeur l'avait congédié 11 jours plus tôt, le 15 juillet.

C'est la Commission des droits de la personne du Québec qui défend M. Roy dans le dossier. En 1997, le Tribunal des droits de la personne avait condamné Maksteel Québec et son vice-président aux finances, Michel Gareau, à verser une indemnité de 51 950 \$ à M. Roy pour perte de salaire et dommages moraux. En 2000 toutefois, la Cour d'appel du Québec a renversé cette décision.

L'avocat de M. Gareau, Alexander Daoussis, soutenait que ce n'était pas la condamnation de M. Roy qui était à l'origine de son congédiement mais plutôt son absence du travail en raison de son incarcération. M. Gareau prétendait d'ailleurs ne pas avoir été informé de la condamnation de M. Roy avant de le congédier.

Mais selon l'avocat de la commission, Christian Baillargeon, la preuve démontrait que l'employeur était au courant de la condamnation de M. Roy. On pouvait donc déduire, à ses yeux, que le congédiement en découlait.

M. Baillargeon s'appuyait sur l'article 18.2 de la Charte québécoise des droits et libertés, qui stipule que «nul ne peut congédier [...] une personne du seul fait qu'elle a été déclarée coupable d'une infraction pénale ou criminelle si cette infraction n'a aucun lien avec l'emploi».

«L'article 18.2 de la Charte ne protège pas contre le congédiement dont le motif réel est l'indisponibilité d'un employé en raison de son incarcération», écrit la juge Marie Deschamps au nom de ses collègues de la Cour suprême.

Le plus haut tribunal du pays reconnaît qu'un employeur malhonnête peut invoquer l'indisponibilité d'un employé pour le mettre à la porte alors que, dans les faits, son dossier judiciaire est le véritable motif de congédiement.

Mais c'est à l'employé congédié de faire la preuve, devant les tribunaux, qu'il a été injustement traité en raison de sa culpabilité et non de son indisponibilité, tranche la Cour suprême. Dans la présente affaire, la Cour suprême est d'accord avec la Cour d'appel pour conclure que Maksteel a réussi à faire la preuve de sa bonne foi à l'endroit de M. Roy.

SP La vie avec la sclérose en plaques.

C'est une réalité qui nous touche de près. Devenez bénévole et faites toute la différence.

SP Société canadienne de la sclérose en plaques  
1 800 268-7582 www.scleroseenplaques.ca

JOIGNEZ-VOUS AUSSI À NOUS, AU COSTCO DE TERREBONNE, POUR UN PETIT DÉJEUNER GRATUIT LE 19 NOVEMBRE DE 8 H À 10 H.

**Bijouterie Gambard**  
 Vente et service technique de Rolex  
 630-A RUE CATHART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL.: 866-3876

LE DEVOIR  
**POLITIQUE**

radio-classique  
 99.5 cfp  
 Montréal

# Bush applaudit à l'élection de Paul Martin

## La Maison-Blanche espère resserrer les liens avec le Canada

PRESSE CANADIENNE

Washington — L'administration Bush croit qu'il sera possible de tisser des liens plus étroits avec un gouvernement canadien dirigé par Paul Martin, a affirmé le porte-parole de la Maison-Blanche hier.

«Le président attend avec impatience la chance de travailler avec M. Martin et nous espérons resserrer notre relation avec nos amis du Canada», a expliqué Scott McClellan.

Paul Martin, qui a été élu hier à la tête du Parti libéral, a promis de faire des relations canado-américaines une de ses priorités au cours des prochains mois.

Malgré cela, il ne sera pas à la merci des intérêts américains, ont précisé certains observateurs.

«Il y a beaucoup d'enthousiasme à Washington», a déclaré Gordon Giffin, un ancien ambassadeur américain au Canada.

«C'est l'occasion de commencer une nouvelle relation. Personne ne pense que M. Martin va devenir flagorneur envers les États-Unis.»

Entre autres projets, Paul Martin veut présider un nouveau comité permanent du cabinet sur les relations entre les deux pays, il veut créer un comité des Communes sur les questions bilatérales et décider d'une ligne de conduite sur le processus décisionnel aux Nations unies.

«Il y a plusieurs façons d'améliorer les relations. Cela sera plus facile avec un nouveau premier ministre», a reconnu M. Giffin.

Paul Martin a déjà déclaré qu'il était en faveur d'une augmentation du budget de la Défense et il a démontré son appui au bouclier antimissile du président Bush.

Ces positions ont soulevé quelques critiques qui affirment que M. Martin est trop près des idées américaines.

«Lorsqu'on parle de la relation entre les deux pays, les Canadiens deviennent schizophrènes», a lancé Jim LeBlanc, un homme d'affaires qui est établi aux États-Unis depuis environ 10 ans.

Plusieurs observateurs croient cependant que Paul Martin pourrait contribuer à faire oublier les tensions soulevées par le refus du Canada de participer à l'effort de guerre en Irak et par les commentaires critiques de l'administration Bush émis par Jean Chrétien un peu plus tôt cette année.

### Un premier tête-à-tête

Paul Martin devrait rencontrer George Bush peu de temps après avoir été confirmé dans son poste de premier ministre, peut-être lors du Sommet des Amériques, au Mexique, en janvier prochain.

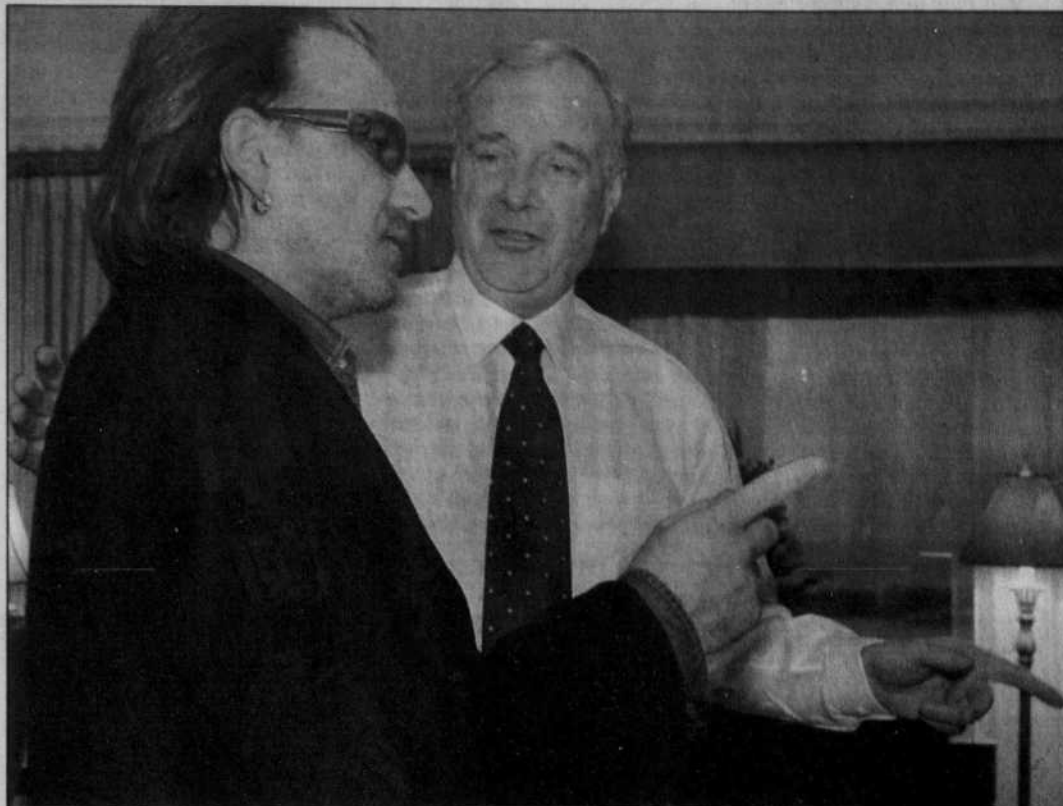
Il est également possible que le président américain soit de passage à Ottawa, une visite qui a été annulée le printemps dernier.

Toutefois, il ne faut pas s'attendre à ce que Paul Martin présente une politique radicalement différente dans ses relations avec les États-Unis.

«Il y aura cependant une différence de style», a précisé l'ancien ambassadeur James Blanchard.

Charles Doran, un spécialiste des relations canado-américaines à l'université John-Hopkins, a indiqué que Paul Martin agira rapidement pour améliorer le ton entre les deux parties.

«Et il obtiendra une réponse très positive ici.» Paul Martin pourrait profiter de cet élan d'optimisme pour attaquer certains problèmes, comme le bannissement du bœuf canadien, a exprimé M. Doran.



Le futur premier ministre, Paul Martin, discute avec le chanteur Bono, qui a accepté de s'adresser aux militants libéraux, hier, à Toronto.

## Bellemare veut accélérer la justice administrative

NORMAN DELISLE  
 PRESSE CANADIENNE

Québec — Les délais devant les tribunaux administratifs seront considérablement réduits en vertu d'un projet de loi dont le ministre de la Justice, Marc Bellemare, vient de saisir l'Assemblée nationale.

Les délais moyens d'attente actuels avant une décision finale sont de 18 mois dans le cas d'une contestation lors d'un accident du travail et vont jusqu'à 36 mois lors de la contestation de l'indemnité pour un accident d'automobile ou lors d'une décision de la Régie des rentes.

Le ministre de la Justice veut donc donner 90 jours aux organismes publics pour s'entendre avec un citoyen insatisfait.

Si la mésentente persiste, le dossier sera par la suite porté devant le tribunal, qui se prononcera dans les six mois.

«C'est une réforme qui se veut au service des citoyens. En imposant un délai de 90 jours pour une révision de dossier, on donne un message très clair. C'est inacceptable que cela prenne 300 jours pour une décision finale», a dit le ministre Bellemare hier.

Quelque 800 000 citoyens québécois reçoivent actuellement des prestations de l'un ou l'autre organisme relevant de l'État: les aînés en reçoivent de la Régie des rentes, les accidentés de la route, de la Société de l'assurance automobile, et les assistés sociaux touchent des chèques du ministère de la Solidarité sociale.

Environ 10 % des prestataires, soit quelque 80 000 citoyens, contestent le montant qui leur est versé. Deux tribunaux entendent ces contestations à l'heure actuelle, mais seulement après une très longue procédure de révision.

Le projet de loi du ministre Bellemare propose la création d'un seul tribunal pour entendre les causes. Il s'appellera le Tribunal des recours administratifs. Quand un citoyen soumettra son dossier à ce tribunal, l'organisme gouvernemental impliqué aura 90 jours pour réviser la décision qui aura provoqué la contestation. S'il y a mésentente, le tribunal sera alors officiellement saisi de la plainte.

Le ministre compte donc sur la conciliation pour accélérer le processus et réduire les délais. Par le passé, des ententes à l'amiable intervenaient dans la moitié des cas de lésions professionnelles, de blessures au travail ou de contestation à l'aide sociale.

Le projet de loi change aussi le mode de nomination des juges administratifs. Ceux-ci étaient auparavant nommés pour cinq ans par le gouvernement, ce qui les plaçait dans une situation délicate lorsqu'ils devaient, au moment du renouvellement de leur contrat, juger des causes impliquant le gouvernement.

Ils seront désormais nommés sur une base permanente, avec possibilité d'être démis unique-

ment en cas de mauvaise conduite.

Le ministre de la Justice a signalé plusieurs avantages du nouveau système. Outre le raccourcissement des délais pour qu'un citoyen obtienne justice, il y aura un «guichet unique» pour obtenir justice. Il y aura également des tribunaux administratifs dans chaque région du Québec.

Enfin, le système révisé devrait réduire de 10 % le coût du système actuel, qui s'élève à 80 millions.

Le projet de loi fera l'objet de consultations publiques au cours des prochaines semaines et devrait être adopté par l'Assemblée nationale au plus tard le printemps prochain.



ARCHIVES LE DEVOIR  
 Marc Bellemare

**Gabriel de Mun**  
**Un conclave de six mois**  
 L'élection de Benoît XIV  
 128 pages — 14,95 \$  
 Les Éditions GUÉRIN (514) 842-0481  
 En vente dans toutes les librairies

**OUIMET PONS**  
**JALOUSIE**  
 Salon du livre de Montréal

Salon du livre de Montréal  
**SÉANCES DE SIGNATURES**  
 Anne-Marie Pons et Gilles Michel Ouimet  
**AUJOURD'HUI**  
 Samedi 15 novembre 2003 de 16 h à 18 h  
 Guérin éditeur Stand N° 970

Colloque organisé par la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Institut d'études internationales de Montréal, Université du Québec à Montréal

### À la recherche d'une éthique de l'intervention internationale

JEUDI 20 NOVEMBRE ET VENDREDI 21 NOVEMBRE 2003  
 HÔTEL CROWNE PLAZA MONTRÉAL

- Le droit international comme cadre éthique ?
- La pertinence de la réflexion éthique
- Problèmes contemporains en éthique des interventions
- Les dilemmes éthiques sur le terrain

PRÉSENTATION DE JEAN-FRANÇOIS RIOUX ET ANNE LEAHY

Places limitées  
 Prix d'entrée : coût régulier 75 \$ • Gratuit pour les étudiants

[www.dandurand.uqam.ca](http://www.dandurand.uqam.ca)

Renseignements ou inscription :  
 Chaire Raoul-Dandurand  
 Université du Québec à Montréal  
 Téléphone : (514) 987-6781  
[chaire.strat@uqam.ca](mailto:chaire.strat@uqam.ca)

Avec le partenariat de l'Institut d'études internationales de Montréal et le soutien du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), du ministère de la Défense nationale, de l'Université Saint-Paul d'Ottawa et du Laboratoire d'éthique publique ENAP/Chaire Fernand-Dumont (INRS)

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

INSTITUT D'ÉTUDES INTERNATIONALES DE MONTRÉAL UQAM Université du Québec à Montréal

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada Social Sciences and Humanities Research Council of Canada

Défense nationale National Defence

Canada

Laboratoire

UNIVERSITÉ SAINT-PAUL SAINT PAUL UNIVERSITY

**JEAN-MARC CHAPUT**  
**Politiquement incorrect**  
 DEUX REPRÉSENTATIONS  
 25 novembre 2003  
 13h30 et 20h00  
 Centre pierre-péladeau  
 SALLE PIERRE-MERCIER  
 500 boulevard Maisonneuve Est  
 12<sup>e</sup> étage (à l'opposé de l'entrée)  
 Montréal, Québec H3A 2K4  
 www.centre-pierre-peladeau.com  
 Prix de groupe  
 514 987-6919

Le 25 novembre 2003  
 Pavillon de l'Interpôle de l'Opéra  
 (514) 634-3477 p. 302  
 Le 26 novembre 2003  
 14 Théâtre de la Ville, Québec  
 (418) 386-6300  
 Le 27 novembre 2003  
 Théâtre des Deux Rives de  
 Québec, à la Baie  
 (418) 338-3543  
 Le 9 décembre 2003  
 Grand Théâtre de Québec  
 (418) 643-5111  
 Le 10 novembre 2003  
 Centre Culturel de Québec  
 (418) 338-6302

[www.jean-marcchaput.com](http://www.jean-marcchaput.com)

• LES ACTUALITÉS •

# Le Collège des médecins fustige Loft Story et le Dr Mailloux

L'émission n'est pas sans risques pour les participants

PAUL CAUCHON  
LE DEVOIR

Le Collège des médecins et l'Association des médecins psychiatres du Québec n'apprécient pas du tout *Loft Story*. Dans une lettre envoyée hier aux médias, les deux organismes se dissocient de l'émission et dénoncent «l'utilisation d'opinions médicales» qui y est faite.

Sans jamais nommer une seule fois le Dr Pierre Mailloux, engagé par les producteurs de *Loft Story* pour analyser le comportement des participants à l'émission, les deux organismes ont évoqué leurs mandats respectifs, soit «la protection du public et l'encadrement de l'exercice des médecins québécois», pour fustiger l'émission. «Nous sommes particulièrement en désaccord avec l'utilisation d'opinions médicales à l'emporte-pièce

comme éléments de controverse et de spectacle», écrivent-ils.

Tant le Collège des médecins que l'Association des médecins psychiatres du Québec déplorent que «des médecins s'associent à de telles émissions qui ne sont pas sans risque pour les participants et affectent la crédibilité de la profession».

Les deux organismes se disent également préoccupés par le format même de l'émission, affirmant qu'on ne peut pas prédire les effets que l'isolement des participants pourra avoir sur eux. «En recherche et en médecine, l'éthique exige que nous obtenions de nos patients un consentement libre et éclairé. Quand les lofters se sont engagés dans cette aventure, savaient-ils à quel point leurs moindres gestes seraient analysés par un psychiatre sur les ondes? Les a-t-on bien informés que leurs parents pourraient aussi être im-

pliqués et faire l'objet de jugements en direct?»

Au Collège des médecins, on indiquait hier au *Devoir* avoir reçu un nombre élevé de commentaires de gens qui s'indignaient des propos entendus dans les émissions de *Loft Story* et des analyses du psychiatre Pierre Mailloux. «Nous n'avons jamais eu autant de commentaires visant un seul médecin», de dire un porte-parole du Collège.

Mais le Collège des médecins ne pouvait indiquer si des mesures disciplinaires seraient prises à l'encontre du célèbre médecin, lequel fait déjà l'objet d'une poursuite de la part de la famille d'une des lofters pour des propos qu'il a tenus pendant le talk-show de *Loft Story* le 12 octobre dernier.

Le Dr Mailloux n'en est pas à ses premiers démêlés avec son ordre professionnel. En sep-

tembre 2002, le comité de discipline du Collège des médecins l'avait condamné à une amende de 10 000 \$ et à une radiation de l'ordre pour une période de sept jours, pour des propos qu'il avait tenus dans son émission radiophonique quotidienne à CKAC, propos variés concernant, par exemple, des diagnostics tenus en ondes, des commentaires jugés «indignes d'un médecin» et des informations inexacts au sujet d'un médicament.

Le Dr Mailloux avait porté en appel les sanctions qui lui avaient été imposées. Mais en septembre dernier, le Tribunal des professions avait rejeté l'appel et confirmé la décision du comité de discipline.

Au moment de mettre sous presse hier, TQS n'avait pas encore rappelé *Le Devoir* pour commenter la prise de position du Collège des médecins.

Les grands studios de Hollywood menacent de boycotter le Québec

# Techniciens et acteurs montréalais craignent de payer le prix de la mésentente avec l'APFTQ

GENEVIÈVE  
OTIS-DIONNE  
LE DEVOIR

Les techniciens et les acteurs anglophones du Québec prennent au sérieux la menace des producteurs américains de ne plus venir tourner de films au Québec et craignent d'importantes pertes d'emplois dans leur secteur. Selon eux, la reconnaissance juridique de l'Association des producteurs de films et de télévision du Québec (APFTQ), à laquelle s'opposent les producteurs américains, entraînerait des pertes de l'ordre de 500 millions de dollars pour Montréal.

«On pense que la menace est sérieuse. On ne panique pas encore, mais nous savons qu'ils ont déjà cessé de produire des films à New York et Vancouver à cause de diverses complications», souligne le président du Syndicat des techniciens du cinéma et de la vidéo (STCVQ), Patrice Houx.

L'année dernière, les techniciens québécois ont empêché 60 millions en salaires, dont la moitié grâce aux productions américaines. L'éventuelle décision des producteurs américains de ne plus venir tourner de films au Québec aurait des conséquences «dramatiques» sur les emplois des techniciens, affirme M. Houx.

«Nous sommes très préoccupés par la situation», ajoute de son côté l'organisateur montréalais de l'Alliance des artistes canadiens du cinéma, de la télévision et de la radio (ACTRA), Gary Faxe. «La production de films est très mobile. Ils peuvent facilement décider d'aller tourner dans une autre ville», déplore-t-il.

En 2002, les studios américains ont engagé près de 500 acteurs membres de l'ACTRA pour des rôles parlants. À ces comédiens, il faut ajouter tous les cascadeurs et les figurants québécois.

Dernièrement, un avocat représentant les plus importants studios d'Hollywood, dont Paramount, Sony, Disney et MGM, a demandé le rejet de la requête de reconnaissance juridique déposée en 1997 par l'APFTQ. Les studios américains menacent de ne plus venir au Québec si cette reconnaissance était accordée et s'ils devaient dorénavant passer par l'APFTQ pour négocier les contrats de travail avec les syndicats d'artistes, dont les acteurs et les techniciens.

En conférence de presse cette semaine, l'APFTQ déclarait ne pas comprendre la position des producteurs américains et soutenait que cette reconnaissance juridique ne ferait qu'officialiser une situation qui dure depuis des années. L'APFTQ affirmait également qu'elle n'obligerait pas les producteurs américains à passer par ses instances pour négocier les contrats de travail.

Or, selon M. Houx, la situation actuelle ne plaît déjà pas aux producteurs américains et la reconnaissance juridique de l'APFTQ viendrait officialiser et couler dans le béton cette conjoncture. M. Houx explique que les producteurs étrangers ont le choix de devenir membres temporaires de l'APFTQ et de payer 14 000 \$ pour leurs services. Si les producteurs ne veulent pas négocier avec l'APFTQ, ils doivent déboursier 4 % de la masse salariale des acteurs qu'ils engagent. «Et 4 % du salaire de Bruce Willis, c'est un montant important», souligne M. Houx.

«Les producteurs ont un choix théorique, mais dans les faits, ils n'ont pas le choix», déplore M. Houx. «Les producteurs américains veulent avoir le choix de négocier avec qui ils veulent, et ils ne veulent pas être obligés de passer par l'APFTQ», ajoute M. Faxe. C'est une question de principe.

En ce qui concerne les services offerts par l'APFTQ, M. Houx explique que les producteurs étrangers n'en ont pas besoin puisqu'ils engagent à chaque tournage un directeur de production du Québec qui connaît bien le milieu.

M. Faxe pense que l'APFTQ n'apprécie pas la venue des producteurs américains au Québec car ceux-ci monopolisent plusieurs techniciens, «qui deviennent difficiles à trouver pour les productions québécoises». Selon lui, «les producteurs d'ici ne voient pas les grands enjeux de la situation dans l'économie québécoise; ils regardent seulement leurs propres problèmes».

# Grève à la STM: le syndicat peut aller de l'avant

PRESSE CANADIENNE

Le Conseil des services essentiels accepte la proposition du syndicat des employés d'entretien de la Société de transport de Montréal, qui devrait déclencher une grève demain soir, à 23h.

Le syndicat assure que 100 % des effectifs travailleront, mais dans une proportion de 75 % du

temps normalement travaillé.

Le Conseil estime que les services essentiels proposés assureront des véhicules sécuritaires aux usagers.

Advenant le déclenchement de la grève, le service sera offert aux heures de pointe du matin et de l'après-midi, ainsi qu'entre 23h et 1h.

Le président du syndicat,

Claude Saint-Georges, qui négocie toujours avec la direction, est prêt à discuter jour et nuit pour tenter de conclure une entente. Mais il est clair: sans une entente de principe, la grève sera déclenchée.

Les syndiqués feront le point demain matin, en assemblée générale.

La direction entend négocier toute la fin de semaine mais sou-

ligne que son cadre financier de 8,7 % d'augmentation sur quatre ans est son objectif à atteindre.

Les services essentiels prévus comprennent la totalité du service du transport adapté et des services suffisants pour assurer le transport en commun de la population aux périodes de pointe.

Le syndicat représente 2000 des 6500 employés de la STM.

## Pour un monde bleu et vert

CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE GRAND PUBLIC POUR L'ANNÉE INTERNATIONALE DE L'EAU DOUCE

### L'ÉTAT DE SANTÉ DU SAINT-LAURENT Pourquoi, à quel prix et pour quel avenir ?

Jeudi 20 novembre 2003, de 19 h 30 à 22 h  
UQAM, Pavillon J.-A.-DeSève, DS-R510  
320, rue Sainte-Catherine Est, Montréal  
Entrée libre

**Animateur**

André Delisle, ingénieur, président de Transfert environnement

**Conférenciers**

Hélène Bouchard, chef, Section état du Saint-Laurent, Environnement Canada

Jean-François Cantin, ingénieur, chef, Section hydrologie, Service météorologique du Canada

Daniel Green, coprésident de la Société pour vaincre la pollution  
Laurent Lepage, professeur, titulaire de la Chaire d'études sur les écosystèmes urbains, UQAM

Une présentation de



**UQAM**  
Prenez position



## VENTE annuelle du Grenier des petits frères

aux trouvaillles des petits frères  
1380, rue Gifford  
à Montréal (angle Garnier)  
(514) 523-8280

Mercredi 19 nov.  
Jeudi 20 nov.  
Vendredi 21 nov.  
de 13h30 à 20h

et samedi 22 nov  
de 13h30 à 17h

Les petits frères des Pauvres

Pour vaincre l'isolement des personnes âgées.

Culture et télé pour ne rien manquer

L'AGENDA chaque samedi

# VENEZ RENCONTRER NOS AUTEURS

au Salon du livre de Montréal au stand n° 753 du journal

**LE DEVOIR**

SÉANCES DE SIGNATURES :



— Garnotte —  
Les plus meilleures caricatures de Garnotte en 2003  
Le samedi 15 novembre de 13h à 14h  
Le dimanche 16 novembre de 15h à 16h



— Jacques Nadeau —  
Le Québec. Quel Québec ?  
Le vendredi 14 novembre de 17h à 18h  
Le samedi 15 novembre de 12h à 13h  
Le dimanche 16 novembre de 17h à 18h



— Jean Aubry —  
Guide Aubry des 500 meilleurs vins et spiritueux  
Le vendredi 14 novembre de 15h à 16h  
Le samedi 15 novembre de 14h30 à 15h30  
Le dimanche 16 novembre de 16h à 17h

Au plaisir de vous retrouver à notre stand à la Place Bonaventure!

# Enviabile

Réservez en ligne et obtenez un rabais additionnel de 5%\*

Confortable, pratique et abordable, choisissez VIA Rail dès aujourd'hui.

## MONTRÉAL

Québec 85,12 \$  
Ottawa 64,41 \$  
Toronto 156,43 \$

Tarifs allers-retours avec taxes\*\*



N'attendez plus! Réservez vos sièges dès aujourd'hui à [www.viarail.ca](http://www.viarail.ca)

Une autre offre alléchante!  
Les Maritimes à 50% de rabais – téléphonez-nous pour plus d'information.

Pour de plus amples renseignements, contactez votre agent de voyages ou appelez VIA Rail Canada au 1 888 VIA-RAIL (1 888 842-7245) ou ATS 1 800 268-9503 (malentendants).

\* Les réservations par Internet doivent être faites avant le 1<sup>er</sup> décembre 2003 et le voyage doit être effectué entre le 1<sup>er</sup> novembre 2003 et le 5 janvier 2004. Le rabais de 5% est applicable au prix avant taxes et pour les voyages dans le corridor Québec-Windsor seulement.

\*\* Tarifs allers-retours en classe Confort (économique). Conditionnels à un achat 10 jours à l'avance. Nombre limité de places. Les tarifs et les conditions peuvent changer sans préavis. D'autres conditions s'appliquent, ainsi que des frais en cas d'échange ou d'annulation.

\*\*\* Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.

[www.viarail.ca](http://www.viarail.ca)



## • LES ACTUALITÉS •

ÉLECTIONS

## L'intérêt pour la chose scolaire diminue

Deux commissaires sur trois sont élus sans faire campagne

## Le Bloc lance une campagne radio contre Paul Martin

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Tout en niant être effrayé par l'arrivée de Paul Martin à la tête des libéraux fédéraux, le Bloc québécois lance lundi une vaste campagne de publicité radiophonique qui dénigre vertement l'ex-ministre des Finances.

«Par le biais de l'ironie et de l'humour, le Bloc québécois rappellera aux Québécois la moralité discutabile de certains gestes posés par Paul Martin», explique le député bloquiste de Beauport-Montmorency-Côte-de-Beaupré-Ile-d'Orléans, Michel Guimond. Selon lui, l'élection de M. Martin à la direction du Parti libéral du Canada «n'augure rien de bon pour le Québec».

Le message publicitaire commence par une question: «Voulez-vous devenir premier ministre du Canada?» Il se poursuit en donnant «six précieux conseils» aux intéressés, qui constituent autant de flèches à l'endroit du député de LaSalle-Émard.

«Ne payez pas d'impôt pour vos bateaux au Canada mais dans des paradis fiscaux; subventionnez les pétrolières et faites fructifier vos actions; volez la caisse d'assurance-emploi; niez que le Québec est une nation; cachez ce que vous pensez et ce que vous allez faire.»

Le tout se termine en rappelant que les «souverainistes du Bloc québécois» sont à Ottawa «pour protéger les acquis du Québec».

La campagne, qui sera diffusée partout au Québec mais plus intensément dans certaines régions que les bloquistes ont ciblées, durera trois semaines. Elle coûtera un peu plus de 100 000 \$ au parti, qui profitera dès le 1<sup>er</sup> janvier de revenus additionnels de l'État en vertu de la nouvelle loi fédérale sur le financement politique, adoptée plus tôt cette année à l'instigation du premier ministre Jean Chrétien.



JACQUES NADEAU, ARCHIVES LE DEVOIR

MARIE-ANDRÉE  
CHOUINARD  
LE DEVOIR

Alors que c'est jour d'élections scolaires demain au Québec, les prunelles sont tournées vers le nombre d'électeurs qui feront un saut au bureau de vote, histoire de choisir le commissaire de leur choix. Si le taux d'élections par acclamation augmente sans cesse, le nombre de citoyens qui s'intéressent à ce niveau d'élections est en chute libre.

Ils étaient 15 % à voter pour le commissaire de leur choix en 1998; au lendemain des fusions des commissions scolaires linguistiques, 55 % des commissaires n'avaient pas eu à faire campagne, ayant été élus par acclamation.

En l'espace de quatre ans, et alors que 403 circonscriptions du Québec seront en mode élection demain, les statistiques ont encore changé de visage. Seuls 33 % des postes disponibles aux conseils des commissaires font l'objet d'un vote, de quoi contribuer à l'indifférence qui entoure le phénomène des élections scolaires. Pendant qu'à Montréal les affiches électorales envoient un signal très clair à la population, à Laval, seuls 40 % des postes attirent plus d'un candidat.

«Aux toutes dernières élections municipales, 70 % des postes ont été donnés par acclamation, et même des postes de maire», rétorque Denis Pouliot, directeur des communications à la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), qui défend farouchement ses membres et protège la pertinence d'une élection scolaire, remise en question par certains.

Demain, plus de 850 candidats tenteront de se faire élire à un poste de commissaire. À la Commission scolaire de Montréal (CSDM), la plus importante en nombre, deux partis s'affrontent: le Mouvement pour une école moderne et ouverte (MEMO) et le Collectif pour la réussite et l'épanouissement de l'enfant (CREE). À Montréal, en 1998, seuls 8 %

des citoyens s'étaient manifestés pour voter, une statistique qui inquiète considérablement les deux partis en lice. «Je ne peux pas croire qu'en Californie ils ont eu à faire un choix entre 135 candidats, dont un qui s'appelait Schwarzenegger, et que chez nous, avec deux noms sur un bulletin, ce serait trop complexe», expliquait en riant cette semaine le chef du CREE, Marcellin Noël.

## Marier les élections scolaires et municipales

La FCSQ est prête à envisager l'hypothèse formulée par plusieurs pour marier les élections municipales aux élections scolaires. «Nous sommes ouverts à étudier cette avenue», explique Denis Pouliot, pointant la difficulté liée au fait que les élections municipales au Québec ne sont pas toutes simultanées. «Le défi est grand», convient M. Pouliot. «Ils sont 900 candidats, sur un territoire très vaste. Et les moyens qui entourent cette campagne sont plutôt limités.»

Le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) a d'ailleurs entrepris jeudi une campagne publicitaire radiophonique qui se poursuit jusqu'à demain pour inciter les gens à aller voter. «Il y a encore une certaine confusion dans la population quant aux élections scolaires», explique Jean-Yves Ozenne, agent d'information du DGEQ. «Certaines personnes pensent que seuls les parents peuvent voter.»

Une soixantaine de stations de radio du Québec en entier incitent donc depuis quelques jours les gens à effectuer leur devoir de citoyen, histoire de gonfler les statistiques. Cette seule campagne a coûté environ 90 000 \$ et est financée par le DGEQ.

Les bureaux de vote sont ouverts demain entre 9h et 19h et leur adresse figure sur l'avis de révision qui a été expédié à chacun des domiciles. Le site Internet du Directeur général des élections du Québec fournit quelques éclaircissements à cet égard ([www.dgeq.qc.ca](http://www.dgeq.qc.ca)).

Bonjour.

Bonsoir.

Partez et revenez quand bon vous semble avec le meilleur horaire de l'industrie.

Peu importe la complexité de votre emploi du temps, Air Canada est le transporteur aérien qui vous offre, et de loin, le plus grand choix de vols sans escale. Tous les jours de semaine, jusqu'à 24 vols quittent Montréal pour Toronto, 4 pour Halifax, 3 pour Calgary, 3 pour Vancouver... De plus, vous pouvez choisir le vol qui s'adapte le mieux à votre agenda, tout en bénéficiant de nos options de tarifs qui conviennent parfaitement à votre budget. Question horaire de vols, nous savons bien que toujours plus, c'est encore mieux.

Alors, au plaisir de vous revoir.

Plus de choix, plus de flexibilité et davantage.

Coleen Arnold  
Agent-Service à la clientèle, Montréal

aircanada.com

AIR CANADA 

## • LES ACTUALITÉS •

# Une pluie de prix au Salon du livre de Montréal

LE DEVOIR

Le prix Fleury Mesplets, qui récompense des acteurs du milieu de l'édition, a été remis hier au Salon du livre de Montréal au duo André Bastien et Carole Levert, des Éditions Libre Expression. André Bastien, président de Libre Expression, a fondé cette maison d'édition en 1976 et Carole Levert y est entrée en 1979. Elle est devenue depuis éditrice senior.

Le prix est remis au nom de celui qui a introduit l'imprimerie en Nouvelle-France. Fleury Mesplets, qui a aussi fondé *La Gazette littéraire*, a également été emprisonné au nom de la liberté d'expression.

Hier, au Salon du livre de Montréal, les noms des finalistes pour la quatrième édition du Grand Prix littéraire Archambault, décerné par le public au printemps, ont été dévoilés. Il s'agit de Stéphane Bourguignon pour *Un peu de fatigue*, de Chrystine Brouillet pour *Indésirables*, d'Arlette Cousture pour *Tout là-bas*, de Sylvie Desrosiers pour *Le Jeu de l'oie*, de Lyne Duberry pour *Jus de fruits*, de Nicole Fyfe Martel pour *Hélène de Champlain*, de Gilles Gougeon pour *Catalina*, de David Homel pour *L'Analyse*, de Louise Portal pour *Cap-au-Renard*, de Jacques Poulin pour *Les Yeux bleus de Mistassini*, de Patrick Sénécal pour *Les Sept jours du talion* et de Gaëtan Soucy pour *Music-hall*.

Le Grand Prix Archambault de la relève littéraire sera pour sa part choisi, également au prin-

temps, entre Louis Émond pour *Le Manuscrit*, Pierre Fortin pour *Le Marcheur*, Michel Fréchette pour *Un matin, tu te réveilles*, Mylène Gilbert-Dumas pour *Les Dames de Beauchêne*, Richard Héту pour *La Route de l'Ouest*, Mario Lemieux pour *Le Livre de Poliakov* et Geneviève Lauzon pour *Un amour de sœur*.

C'est aussi aujourd'hui que seront connus, au Salon du livre de Montréal, les lauréats des prix de l'Académie des lettres du Québec. Ces prix récompensent un roman, un essai et un recueil de poésie.

Dans la catégorie des romans, les finalistes du prix Ringuet sont Wajdi Mouawad pour *Visage retrouvé*, Jacques Poulin pour *Les Yeux bleus de Mistassini*, Rober Racine pour *L'Ombre de la terre*, Pierre Tourangeau pour *Le Retour d'Ariane* et Elise Turcotte pour *La Maison étrangère*.

Dans la catégorie des essais, les finalistes du prix Victor-Barbeau sont Silvie Bernier pour *Les Héritiers d'Ulysse*, Simon Harel pour *Un boîtier d'écriture*, Gilles Marcotte pour *Les Livres et les Jours*, Robert Melançon pour *Exercices de désaveuement*, Michel van Schendel pour *Un temps éventuel*.

Enfin, dans la catégorie de la poésie, les finalistes du prix Alain Grandbois sont Carle Coppens pour *Le Grand Livre des entorses*, Danielle Fournier pour *Poèmes perdus en Hongrie*, Benoît Jutras pour *Nous serons sans voix*, Elise Turcotte pour *Sombre ménagerie* et Louise Warren pour *La Pratique du bleu*.

## As-tu vu celle-là?



JULES RICHER LE DEVOIR

**LE PHOTOGRAPHE** et le caricaturiste du Devoir, Jacques Nadeau (à droite) et Michel Garneau (à gauche), présentent chacun leur premier livre au Salon du livre de Montréal cette année. Celui de M. Nadeau, *Le Québec - Quel Québec?*, présente une série de clichés choisis avec soin dans un vaste ensemble constitué par le photographe au fil des années. Ces photos racontent une histoire en images: celle du Québec contemporain, ses aspirations, ses gens, son visage actuel. Les images sont accompagnées de textes signés par une quarantaine de personnalités québécoises. Les plus meilleures caricatures de Garnotte en 2003 propose quant à lui un regard humoristique sur l'actualité des derniers mois au Québec et à travers le monde. Grâce à plus de 150 caricatures politiques, le lecteur peut revoir les moments chauds de l'actualité et les décisions parfois douteuses des politiciens d'ici et d'ailleurs. M.M. Nadeau et Garneau vous donnent rendez-vous aujourd'hui dès 11h au Salon du livre, devant le stand des Éditions Fides, pour partager avec vous leurs plus récentes réalisations.

## Louise Beaudoin s'inquiète de la diversité culturelle

PRESSE CANADIENNE

Paris — Désormais engagée dans le mouvement altermondialiste, Louise Beaudoin s'inquiète pour l'avenir de la «diversité culturelle», un principe qu'elle a largement contribué à imposer sur la scène internationale.

Venue prendre part à Paris au deuxième Forum social européen, qui prend fin aujourd'hui, l'ex-ministre péquiste a mis en garde les opposants à la mondialisation libérale contre certaines

«dérives conceptuelles» qui risquent de compromettre les efforts menés depuis des années pour faire avancer cette idée.

«Je constate qu'il existe de plus en plus de confusion entre diversité culturelle et communautarisme, at-elle expliqué. Le message est brouillé. Du coup, quand je parle de diversité culturelle à des Français, ils lui opposent la laïcité, alors que ça n'a rien à voir.»

Chez les altermondialistes, l'idée de diversité culturelle semble parfois mal comprise, cer-

tains y voyant une forme de multiculturalisme devant permettre à chaque communauté d'affirmer son mode de vie à l'intérieur même des États. Symbolisé par le débat sur le port du voile islamique à l'école, ce «communautarisme» est perçu en France comme une atteinte aux valeurs universelles de la République puisqu'un groupe cherche à imposer ses règles à l'ensemble de la société.

Pour Louise Beaudoin, on ne doit pas s'engager sur ce terrain. «Il ne faut pas tout mélanger, dit-

elle. On ne parle pas de ça mais du droit des États de mettre en place et de développer des politiques culturelles nationales, point final.»

Mme Beaudoin craint donc que de tels glissements ne viennent diluer l'idée déjà «très fragile» de diversité culturelle. Selon elle, l'UNESCO devra adopter un traité «très pointu», visant à mettre les politiques culturelles des États à l'abri des négociations commerciales. «Il ne faut pas que le traité tente de régler les problèmes entre les Hutus et les Tutsis. Ce n'est pas le but.»



## Collège André-Grasset

### Journées portes ouvertes

Samedi 22 novembre 2003  
de 10 h à 16 h - visite et information -

Mardi 10 février 2004  
de 16 h à 21 h - visite et information -

Sur présentation de vos bulletins de 4<sup>e</sup> secondaire du Ministère et de 5<sup>e</sup> secondaire (deux premières étapes), votre dossier sera évalué sur place, et ce, gratuitement. Vous pourrez vous inscrire le soir même.




1001, boul. Crémazie Est  
Montréal (Québec) H2M 1M5  
Téléphone : (514) 861-4288  
Télécopieur : (514) 861-7421  
Courriel : inform@grasset.qc.ca  
Site Internet : www.grasset.qc.ca

**Programmes préuniversitaires**

Session d'accueil et d'intégration

Sciences de la nature

Sciences de la santé et de la vie  
Sciences pures et appliquées

**DEC Plus en Sciences de la nature**

Sciences de la santé et de la vie  
Sciences pures et appliquées

Sciences humaines

Le monde des affaires et l'administration  
La connaissance de soi : l'individu et la société  
L'international : le monde contemporain  
Arts et Lettres

Cinéma et communication  
Sciences, lettres et arts



**MARC BRIÈRE**

## LE PQ, UN PARTI EN SURSIS

«Les temps changent. Depuis la Révolution tranquille, les Canadiens français du Québec, jusque-là largement colonisés, se sont progressivement émancipés. Devenus des Franco-Québécois, ils forment une nation bien déterminée à prendre en mains son destin.

D'ores et déjà, le Québec est un pays libre, mais les Franco-Québécois n'ont pas encore réussi à se donner une identité claire et des institutions politiques reflétant le pluralisme de la société québécoise.»

Faute de renouveler leur pensée et leur discours souverainistes et social-démocrates, le PQ et le Bloc québécois sont menacés de disparition: ils sont «des partis en sursis».

Alors que, en postface, l'indépendantiste Gaston Laurion conteste cette analyse, le souverainiste Henry Milner, qui signe la préface, partage ce point de vue; mais il insiste sur la nécessité de réformer notre mode de scrutin pour le rendre plus représentatif et permettre la réalisation du grand chantier démocratique que propose Marc Brière afin de doter le Québec de sa première constitution basée sur la souveraineté populaire et de fonder la nation civique unissant les diverses collectivités nationales et ethnoculturelles qui composent le Québec.

Ce livre choquera les indépendantistes radicaux — que l'auteur appelle les «purzédurs» — et ne laissera personne indifférent, autant les péquistes et les bloquistes qui s'interrogent sur l'avenir de leur option, que les fédéralistes inquiets de l'avenir du Québec.

L'auteur ne manque pas d'ajouter son grain de sel dans la controverse sur les fusions municipales forcées, considérées tant sous l'angle de l'appartenance identitaire que sous celui de la démocratie locale.

ISBN 2-92245-98-5 • 150 p. • 18,95 \$

WWW.VARIA.COM

EN DIRECT  
CHRISTIANE  
CHARETTE



**PARMI LES INVITÉS :**

FRÉDÉRIC BEIGBEDER

YANN MARTEL

MICHEL VASTEL

RICHARD HÉTU

DIMANCHE 14h30 REDIFFUSION VENDREDI 23h

www.radio-canada.ca/christiane



# Pompe, mais pompe égal.

Berline ou Coupé Civic DX 5 vitesses 2004

En location à partir de

**188 \$\***

par mois

À partir de

**16 100 \$\*\***

**0 \$**

dépôt de sécurité

Incluant  
**96 000 km • Option 0 \$ comptant disponible**

Transport et préparation inclus en location seulement

Place aux

**2004**



Berline Civic Si 2004  
Illustrée



Voiture la plus vendue au Canada pour une 5<sup>e</sup> année consécutive

**OUI, ON A FAIT  
LE PLEIN**

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.



**L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC**

**HONDA**

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE [www.honda.ca](http://www.honda.ca) OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. \*Cette offre porte sur les berlines Civic DX 5 vitesses 2004 (modèle ES1514PX) et les coupés Civic DX 5 vitesses 2004 (modèle EM2114P) neuves. Versement mensuel de 188 \$, pendant 48 mois pour un total de 11 942 \$ pour les berlines Civic DX 5 vitesses 2004 (modèle ES1514PX) et de 12 064 \$ pour les coupés Civic DX 5 vitesses 2004 (modèle EM2114P). Versement initial de 2 918 \$, ou échange équivalent, première mensualité exigible pour les berlines Civic DX 5 vitesses 2004 (modèle ES1514PX). Versement initial de 3 040 \$, ou échange équivalent, première mensualité exigible pour les coupés Civic DX 5 vitesses 2004 (modèle EM2114P). Programme 0 \$ comptant également offert. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation et assurances en sus. Option d'achat au terme de la location offerte moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif. \*\*P.D.S.F. sur les berlines Civic DX 5 vitesses 2004 (modèle ES1514PX) et les coupés Civic DX 5 vitesses 2004 (modèle EM2114P) neuves. Transport, préparation, frais de publication, taxes, immatriculation et assurances en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif.

LE DEVOIR

LE MONDE

Pas de répit pour Chevardnadze

Une chaîne humaine réclame la démission du président géorgien

ELIZABETH PIPER REUTERS

Tbilissi — Des milliers de Géorgiens, étroitement surveillés par des militaires, ont formé hier une chaîne humaine autour du bureau du président Édouard Chevardnadze pour réclamer sa démission.

Faisant fi d'un discours télévisé du président brandissant le spectre de la guerre civile et invitant la population à vaquer à ses occupations, quelque 20 000 manifestants avaient répondu à l'appel du principal dirigeant de l'opposition, Mikhaïl Saakachvili.

Depuis le début de la semaine, des militants des principaux partis d'opposition se relaient devant le parlement, sur la principale artère de Tbilissi, pour protester contre les résultats des élections législatives du 2 novembre, entachées selon eux de nombreuses irrégularités.

La foule rassemblée devant le parlement s'est rendue devant la chancellerie (le bureau du président) tandis que les forces du ministère de l'Intérieur surveillaient les manifestants qui criaient « démission » et « traître ».

La manifestation a été pacifique et des centaines de personnes ont dansé près de la place du Parle-

ment au son d'un concert impromptu de musique populaire.

À la tombée de la nuit, des manifestants ont encerclé la chancellerie, un bâtiment ocre de style soviétique, tandis que d'autres retournaient devant le parlement où un meeting avait commencé.

« Bien sûr, je ne me fais pas d'illusions et Chevardnadze ne démissionnera pas aujourd'hui, mais je vous promets qu'il le fera bientôt, a déclaré Saakachvili. Cet homme nous a tout volé. »

Le ministère de l'Intérieur a assuré qu'il ne recourrait pas à la force à moins que les manifestants s'en prennent à des bâtiments publics.

Problèmes multiples

Chevardnadze, au pouvoir depuis 1992, a exclu de démissionner sous la pression de la rue. Il a proposé de discuter avec l'opposition mais des discussions ouvertes dimanche ont pris fin mercredi avec le retrait, sur un constat d'échec, de Mikhaïl Saakachvili.

Les fonctionnaires se plaignent de n'être pas payés et la population est excédée par les incessantes coupures d'électricité. Chevardnadze, révéralé il y a dix ans comme le sauveur de la Géorgie, est vivement critiqué aujourd'hui pour n'avoir pas éradiqué la corruption

ni réussi à réunifier le pays.

La région d'Abkhazie, alliée à Moscou, échappe aujourd'hui au contrôle de Tbilissi et l'Ossétie du Sud fait également bande à part. Chevardnadze s'est allié avec Aslan Abachidze, président de la région autonome d'Adjarie, chef du Parti du Renouveau, arrivé en deuxième position derrière le groupe pro-Chevardnadze, selon des résultats toujours préliminaires des élections.

Abachidze a déclaré hier, à l'issue de discussions à Moscou avec le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov, que la situation lui rappelait de plus en plus les événements qui ont plongé le pays dans la guerre civile après l'effondrement de l'Union soviétique.

Chevardnadze s'est longtemps efforcé de réduire l'influence de Moscou, qui l'accusait de son côté de manquer de fermeté envers des séparatistes tchétchènes se servant, selon le Kremlin, de la Géorgie comme base arrière. Il tente maintenant d'obtenir l'appui de la Russie face à la contestation dont il fait l'objet.

Les Occidentaux suivent de près la situation dans cette région située sur le tracé d'un projet d'oléoduc, reliant l'Azerbaïdjan à la Turquie.



GLEB GARANICH REUTERS

Manifestation dans le centre de Tbilissi.

Des ex-chefs du Shin Bet critiquent Ariel Sharon

REUTERS

Jérusalem — Quatre anciens chefs du Shin Bet, le service de sécurité intérieure de l'Etat d'Israël, ont pris l'initiative sans précédent de critiquer la politique palestinienne du premier ministre Ariel Sharon et de réclamer un retrait des territoires occupés.

Cette offensive verbale s'exprimait hier dans les colonnes du Yedioth Ahronoth, principal quotidien d'Israël, sous la forme d'une interview explosive des quatre hommes.

« Sharon a souvent évoqué la nécessité de compromis douloureux, et il n'en existe pas d'autres que l'évacuation des colonies de peuplement », y déclare notamment Yaakov Peri, patron du Shin Bet de 1988 à 1995.

« Nous dévalons vers une quasi-catastrophe. Si rien ne se passe et si nous continuons à vivre à la pointe de l'épée, nous continuerons à nous vautrer dans la boue et à nous auto-détruire », ajoute-t-il en exprimant ainsi l'opinion de ses trois collègues.

« Nous devons une fois pour toutes admettre l'existence d'un autre camp, avec ses sentiments et ses souffrances, et nous nous comportons de manière honteuse », ajoute Avraham Shalom, son prédécesseur de 1980 à 1986.

À l'époque, il avait démissionné à la suite du scandale provoqué par les circonstances de la mort de deux militants palestiniens. Arrêtés en 1984 après avoir détourné un bus, les deux hommes avaient été battus à mort par des agents du Shin Bet, mais Avraham Shalom avait tenté d'étouffer l'affaire.

Carmi Gillon, qui a, lui, démissionné en 1996 parce que ses hommes n'avaient pu empêcher l'assassinat du premier ministre Yitzhak Rabin, reproche quant à lui au gouvernement actuel de pratiquer une politique à courte vue.

« Il ne s'occupe que des moyens d'empêcher le prochain attentat terroriste », dit-il à propos des opérations suicide menées par les Palestiniens. Il passe sous silence la question de savoir comment nous sortir du bourbier dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui. »

Le quatrième interviewé est l'ancien général Ami Ayalon, sympathisant de la gauche ayant dirigé le service de 1996 à 2000. Il exhorte le gouvernement à agir unilatéralement et à retirer de la bande de Gaza à la fois les troupes et les colonies israéliennes.

« Nous évoluons vers une situation dans laquelle Israël ne sera ni une démocratie, ni le foyer du peuple juif », dit-il en faisant référence aux statistiques démographiques montrant que, dans l'ensemble constitué par l'Etat d'Israël et les territoires occupés, le nombre des Palestiniens finira par devenir supérieur à celui des Juifs si Israël persiste à se maintenir en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Ami Ayalon a engagé avec le dirigeant palestinien modéré Sari Nousseïbeh une initiative de paix appelée « La voix du peuple », signée par ses trois anciens homologues interviewés hier.

Le projet est favorable à la « feuille de route » soutenue par les Etats-Unis, mais maintenue au point mort par les violences actuelles. Il va toutefois plus loin en réclamant l'abandon par Israël de toutes ses colonies de peuplement et en préconisant pour Jérusalem un statut de capitale binationale.

Le Shin Bet, dont les dirigeants successifs viennent de divers horizons politiques, est en première ligne de la lutte contre l'insurrection qui agite depuis trois ans les territoires occupés. Il dispose aussi de réseaux d'indicateurs palestiniens infiltrés en Cisjordanie et à Gaza.

De source proche du gouvernement israélien, on qualifiait de naïve l'argumentation des quatre anciens patrons du service de sécurité.

Sommet ibéro-américain sans Castro

Santa Cruz de la Sierra (AFP) — Le XIIIe Sommet ibéro-américain, dont le thème central est « Exclusion sociale », considérée comme une menace pour les démocraties latino-américaines, s'est ouvert hier à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie) en présence de Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, mais sans le président cubain Fidel Castro. M. Annan est l'invité spécial de cette conférence informelle qui se tient annuellement depuis 13 ans à l'initiative de Madrid et à laquelle participent 21 chefs d'Etat et de gouvernement d'Amérique latine, d'Espagne,

représentée par le roi Juan Carlos et le président du gouvernement José Maria Aznar, et du Portugal. Pour la troisième année consécutive, le leader máximo cubain a fait défection à la dernière minute en raison d'un programme de travail surchargé, selon le ministre bolivien des Relations extérieures, Juan Ignacio Siles. La délégation de l'île est conduite par le vice-président Ricardo Lage qui, en marge du sommet, a eu un déjeuner privé hier avec Evo Morales, dirigeant des producteurs boliviens de feuilles de coca et chef de file de la gauche.

Les enseignants et cadres scolaires savent exactement où aller pour trouver du matériel pédagogique, un fournisseur d'équipement, une ressource ou une bonne idée de sortie scolaire. Mais votre entreprise sait-elle comment les rejoindre du premier coup ? Si vous tenez vraiment à la clientèle des établissements scolaires, faites ce qu'il faut !

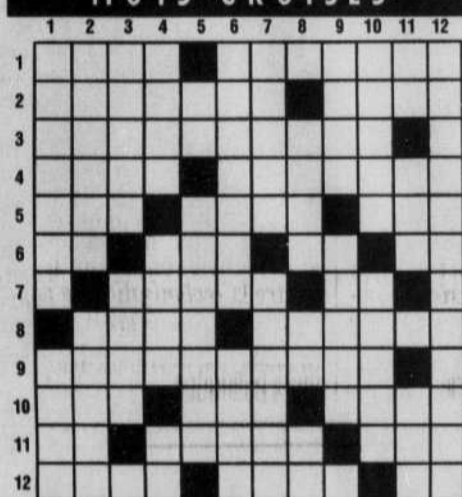


Réservez dès maintenant votre espace au Répertoire des ressources scolaires

(514) 277-4544 # 239

www.lepointadm.com

MOTS CROISÉS

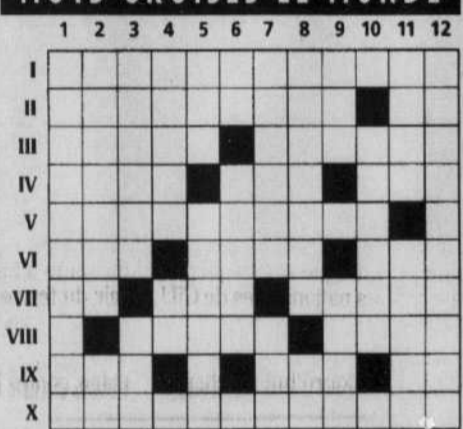


HORIZONTALEMENT
1 - Se dit de qq de vaniteux. - Bouleverser.
2 - Lupuline. - Pouille.
3 - Surprise.
4 - On y met des cendres. - Musaraigne commune.
5 - Lynché. - Robuste. - Onde.
6 - Raillé. - Monnaie nipponne. - Eminence. - Neptunium.
7 - Mener une existence au jour le jour. - Vieux oui.
8 - Met bas. - Cristal à un seul axe optique.
9 - Etat d'une personne abasourdie.
10 - Nommé. - Whisky. - Seigneur.
11 - Tellement. - Liquide physiologique. - Nenni.
12 - Organe de la génération. - Tracas. - Cellium.

VERTICALEMENT
1 - Veule. - L'un des lieutenants d'Hitler.
2 - Les autres en général. - Punaise des étangs.
3 - C'est un écran solaire. - Boeuf à bosse.
4 - Sein. - Embarcation. - Désigne la troisième personne.
5 - Radon. - Ouverture. - Plante ornamentale. - Puma.
7 - Os. - Bruit confus de voix.
8 - Estonien. - Issu. - Marque le partage.
9 - Gami. - Signe indiquant une soustraction.
10 - Baudroie. - Femme de mauvaises moeurs.
11 - Ressenti. - Écorce de chêne. - Masse de pierre.
12 - Reconstitution d'un massif forestier.

Solution d'hier
M A C I E G I L I C E
I L L U S I O N N E T
C O U R T I S A N S
O U B U D I T O A N
C A D L U B I O N A
I R C E P T I O N
R O U P O U P O U
C I N T A T I S T I E
U N A D I E O A N E
I M O N I E O R O A
T N E T M U S T E

MOTS CROISÉS LE MONDE



HORIZONTALEMENT
I. Sans rapports quand elle perd son naturel. - II. A donc de la valeur. Son passage est facile. - III. Tranche de vieille. Très ennuyeux. - IV. Entre la Grèce et la Turquie. Fait ceinture. Fin sur table. - V. Facteur de cohabitation impossible. - VI. Prêts à prendre la pose. Prise pour vivre heureux. Signal sonore. - VII. A moitié prix. Expression du beau. Passa. - VIII. Trente-deux sur la rose. Premier ministre d'Israël. - IX. Pousse dans le mauvais sens. Grecque. A la fin de la dictée. - X. Mettent des formes à leurs demandes.

VERTICALEMENT
1. Parachutes dorés pour les patrons. - 2. Chargés. Le plus grand dans la Botte. - 3. Problème intérieur. Parfum de Provence. - 4. Chef-lieu en Mayenne. Prend son temps dans les déplacements. - 5. Coeur tendre ou tendre au coeur. Fis savoir. - 6. Au bout de l'itinéraire. Sale coup dans le vestibule. - 7. Éclairages divins. On s'y donne de plus en plus à fond. - 8. Sauvages, elles sont folles. Patron. - 9. Encore une fois. Proche si elle est petite. - 10. Glossine qui se prend pour Morphée. - 11. En bordure. Finit à la corbeille. - 12. N'ont toujours pas assuré leur succession.

Philippe Dupuis

Advertisement for 'Nouvelle Collection' by 'Dolce Dolce' and 'Danna Uomo'. It features a black and white photograph of a man and a woman in formal attire. Text includes 'Pour Elle' with address '277, av. Laurier O. 270-6154' and 'Centre de Commerce Mondial 844-9125', and 'Pour Lui' with address 'Centre de Commerce Mondial 281-7999' and '5107, av. du Parc 277-7558'.

Rassemblement perturbé en Haïti

Port-au-Prince (AFP) — Plusieurs personnes ont été blessées hier à Port-au-Prince lorsque des milliers de membres d'Organisations populaires (OP), proches du pouvoir, ont empêché la tenue d'un rassemblement pacifique de la société civile. Cette manifestation était appuyée par l'opposition et les autorités en avaient garanti la sécurité. Un nombre indéterminé de personnes ont été blessées par des pierres lancées par des activistes du parti Lavalas, au pouvoir. Ces derniers ont fait preuve d'une grande agressivité verbale contre les membres du groupe dit des «184», qui rassemble des organisations de la société civile ainsi que le patronat haïtien, à l'origine de la manifestation.

## • LE MONDE •

## Bush promet de «finir le boulot» en Irak

Un journaliste portugais est enlevé, sa collègue blessée

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Les États-Unis ne quitteront pas l'Irak avant d'y avoir installé un régime démocratique, a affirmé le président George W. Bush alors que trois soldats et un civil américains ont été tués hier dans la région de Bagdad.

«Nous trouverons Saddam Hussein», a déclaré M. Bush en recevant à la Maison-Blanche le président de la République italienne, Carlo Azeglio Ciampi. «Nous resterons jusqu'à ce que nous ayons terminé notre travail, qui est celui d'un Irak libre et pacifique.»

Dans un entretien publié hier par le *Financial Times* et le *Daily Telegraph* de Londres, M. Bush affirmait: «Nous ne nous retirerons pas [d'Irak et d'Afghanistan] tant que le boulot ne sera pas fait. Point final.»

«Il n'y a pas de décision de se retirer plus tôt, bien au contraire, en fait. Le président [George W. Bush] a pris l'engagement que nous resterions là-bas aussi longtemps que né-

cessaire», avait auparavant déclaré le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, en visite sur l'île de Guam, dans le Pacifique Sud, dans le cadre d'une tournée qui le mènera également au Japon et en Corée du Sud.

Désormais, l'administrateur civil américain en Irak, Paul Bremer, aura pour mission de tenter d'accélérer le processus, a dit M. Rumsfeld. «Il retourne maintenant [à Bagdad, après des consultations à Washington] pour travailler avec le Conseil de gouvernement pour voir s'il y a un moyen de transférer les responsabilités à un rythme plus rapide.»

Les États-Unis n'ont pas encore trouvé en Irak une personnalité capable de jouer un rôle équivalent à celui d'Hamid Karzaï, le président afghan au pouvoir à Kaboul depuis la chute du régime des talibans, a cependant reconnu à Washington le secrétaire d'État américain, Colin Powell, tout en se déclarant convaincu «qu'une personnalité va émerger».

Après l'attentat de Nasiriya mercredi, qui a fait 27 morts, dont 18 soldats italiens, l'Australie a annoncé que ses troupes présentes au Moyen-Orient y resteront six mois de plus que prévu, jusqu'à la mi-2004.

Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi a estimé à Bruxelles qu'une «plus grande contribution» internationale en faveur de la démocratisation de l'Irak était nécessaire. L'Italie, traumatisée par l'attentat de Nasiriya, a accueilli hier soir ses blessés tout en commençant les préparatifs pour des funérailles nationales mardi.

## Demande de rançon

Au Japon, M. Rumsfeld a reçu le soutien du premier ministre japonais Junichiro Koizumi sur l'Irak mais pas d'engagement de déploiement militaire, une grande partie de l'opinion publique y étant hostile.

Le gouvernement japonais a décidé de surseoir à l'envoi de 150 soldats qui devaient effectuer le mois prochain une mission de re-

connaissance dans le sud de l'Irak.

La France propose la constitution immédiate en Irak d'une assemblée consultative qui élirait un gouvernement provisoire dans le cadre d'un «processus d'urgence».

Un journaliste de radio portugais a été enlevé par des hommes armés et la correspondante d'une télévision portugaise a été blessée par balle hier matin lors d'une attaque en Irak à proximité de la frontière avec le Koweït, d'après les médias portugais. Une rançon de 50 000 \$ a été demandée, selon la chaîne européenne Euronews.

«J'ai été enlevé, la situation est très compliquée, je ne peux pas parler», a affirmé par téléphone à l'agence portugaise Lusa l'envoyé spécial de la radio privée TSF, Carlos Raleiras.

Il faisait partie d'un groupe de journalistes portugais circulant en convoi à bord de trois jeeps et qui a été attaqué sur la route peu après

avoir franchi la frontière entre le Koweït et l'Irak.

L'armée américaine a annoncé que deux soldats des forces spéciales et un civil américain qui travaillait pour l'armée américaine ont été tués et quatre autres blessés jeudi dans deux attaques séparées contre la coalition au nord de Bagdad, près de Samarra et près de Balad.

Un autre soldat américain a été tué et deux autres ont été blessés hier soir dans une attaque contre leur convoi dans le centre de Bagdad.

Sept Irakiens ont été tués et un blessé par les tirs d'un hélicoptère américain, dans la nuit de jeudi à hier. L'armée américaine affirme avoir ouvert le feu sur des «ennemis qui se préparaient à tirer des roquettes» contre une base de l'armée à 200 kilomètres au nord de Bagdad.



George W. Bush

## Le FLNC annonce une trêve en Corse

REUTERS

Ajjaccio — Le Front de libération nationale de la Corse-Union des combattants a annoncé dans la nuit de jeudi à hier une trêve sans condition de ses «actions militaires», dans la perspective d'une union des mouvements nationalistes pour les élections territoriales de mars prochain.

Cette trêve entre en vigueur «sans condition de lieu ni de temps car nous avons conscience qu'il est de notre devoir de créer les conditions définitives de l'union stratégique nationale, porteuse d'espoirs et des germes de la paix», a déclaré un porte-parole du FLNC-UC, entouré d'une vingtaine d'hommes armés et cagoulés, quelque part dans une maison de la Corse-du-Sud.

Lundi dernier, les mouvements Corsica Nazione et Indipendenza avaient demandé au FLNC une trêve des attentats afin de permettre la constitution d'un front uni nationaliste pour les élections territoriales.

Au cours d'une conférence de presse à Bastia, ces deux mouvements s'étaient adressés directement aux clandestins en leur demandant de prendre une «initiative majeure» de nature à permettre «l'union de la famille nationaliste» en vue de ce scrutin.

«Le FLNC a manifestement fait preuve d'un sens de la responsabilité puisque son initiative va permettre de parachèver l'union entre nationalistes pour les prochaines territoriales», a déclaré hier Jean-Guy Talamoni, chef de file des élus de Corsica Nazione. En réponse, le FLNC a appelé hier à «l'union large, totale et sincère de tous les nationalistes» et a qualifié ce moment d'«historique».

Le porte-parole du FLNC a rappelé ses revendications traditionnelles: la reconnaissance du peuple corse, ses droits culturels et sociaux, la protection du patrimoine et de l'environnement, la lutte contre la «colonisation de peuple» et contre la spéculation immobilière, la libération des prisonniers politiques.

## Vers une percée des indépendantistes catalans

FRANÇOIS MUSSEAU  
LIBÉRATION

Barcelone — «Nous sommes un peuple à la conscience libre qui veut aller de l'avant. Si la Catalogne souhaite un jour être souveraine, elle le sera, que cela plaise ou non à Madrid.» L'auditoire, un bon millier de personnes, dont une majorité de jeunes, applaudit à tout rompre.

Malgré sa petite stature, ses lunettes qui lui donnent un faux air d'intellectuel et une moustache lui mangeant les lèvres, Josep Carod-Rovira est un leader charismatique doté du sens de la formule.

En ce soir de campagne électorale, à Granollers, une bourgade de 50 000 habitants à une trentaine de kilomètres de Barcelone, le président d'Esquerra Republicana (ERC, gauche républicaine catalane) s'en donne à cœur joie, dans un discours intégralement en catalan, contre le «diktat de Madrid» et l'«inacceptable engagement d'Aznar en Irak».

Formation indépendantiste, anti-

monarchique et fortement ancrée à gauche, ERC est en pleine euphorie. À la veille des législatives catalanes de demain, tous les projecteurs sont tournés vers ce petit parti en pleine ascension, qui inquiète les deux grandes formations, le Parti socialiste catalan (PSC) et les nationalistes de Convergència i Unió (CiU, centre droit). Aux municipales de mai, ERC a raflé 400 000 voix et doublé le nombre de ses élus locaux, devenant la troisième force de Catalogne, devant le Parti populaire d'Aznar. Les derniers sondages prédisent à ERC 12 % des voix et de 17 à 19 sièges au Parlement régional (contre 12 en 1999).

«Quel que soit le vainqueur, il devra s'allier avec ERC. Ce dernier sera donc le grand arbitre», dit Jordi Sanchez, directeur du centre d'études de la Fondation Bofill. Une belle revanche pour Esquerra, un parti fondé en 1931, très puissant pendant la II<sup>e</sup> République espagnole, écrasé dès 1939 sous la botte franquiste et timidement réapparu

depuis le retour de la démocratie.

Les raisons de ce succès sont directement liées au déclin des nationalistes de CiU. «À mon sens, il y a trois facteurs décisifs, notamment après de l'électorat jeune: le désir de changement après vingt-trois ans de pouvoir régional aux mains de CiU, la retraite politique du charismatique Jordi Pujol et l'alliance scellée depuis huit ans par CiU avec le PP d'Aznar, perçue par beaucoup de nationalistes comme un pacte avec le diable», analyse l'historien Joan B. Culla.

La réussite d'Esquerra tient aussi à la personnalité de Josep Carod-Rovira, 51 ans, dont la trajectoire épouse celle de son parti.

Séparatiste radical et marxiste convaincu dans sa prime jeunesse (il a été incarcéré sous Franco), ce fils d'un garde civil aragonais et d'une mère catalane a choisi, à la mort du Caudillo, une voie résolument pacifique. La démocratie venue, il se déclare ennemi des pratiques terroristes de l'ETA et s'inquiète, au début des années 80, de

la naissance en Catalogne d'une organisation séparatiste armée, Terra Lliure (Terre libre). Celle-ci durera peu, et Carod-Rovira aura l'habileté d'intégrer ses chefs dans les rangs d'Esquerra. En 1997, bombardé secrétaire général d'ERC, il définit une nouvelle stratégie: Esquerra ne se limite plus à revendiquer l'autodétermination de la Catalogne mais milite pour un «approfondissement» de son statut d'autonomie, une souveraineté fiscale vis-à-vis de Madrid, une politique en faveur des moins favorisés et une gestion «plus proche des gens».

## «Le renouveau»

À La Garriga, une prospère bourgade de 13 000 habitants, voisine de Granollers, ce pragmatisme a été récompensé: comme dans 122 autres municipalités de Catalogne, la mairie est dirigée par Esquerra, qui a éjecté les nationalistes de CiU aux manettes depuis seize ans.

Enric Roca, 30 ans, directeur de chorale, est aujourd'hui en charge

des affaires culturelles: «Je n'ai jamais été trop intéressé par la politique. Mais ERC m'a proposé d'aider des troupes de théâtre et des groupes de musique, à monter une radio et une télé locales. Cela m'a séduit. Depuis, pour la majorité des gens, on incarne le renouveau.»

«La force de Carod-Rovira, c'est de ratisser large: il séduit une partie de l'électorat de gauche ainsi que de nombreux nationalistes, tout en restant vague sur les moyens de parvenir à l'indépendance», estime Joan B. Culla. Son nationalisme n'est ni ethnique, comme dans le cas basque, ni linguistique à la Jordi Pujol.

«Carod-Rovira revendique plus de prérogatives pour la Catalogne, non pas au nom d'une patrie mythique, mais pour vivre mieux. Et ce message est très porteur», explique Xavier Vidal-Folch, du journal *El País*. Le discours d'Esquerra est bien dans l'air du temps. Dans un récent sondage de l'institut Opina, 30 % des Catalans se disent indépendantistes, contre 17 % il y a cinq ans.

## Opportuniste?

Vous avez le droit.  
Avec la nouvelle carte Platine de la Banque Nationale.



Pure Platine

## Voyagez sans restrictions

- > Choisissez l'agence de voyages.
- > Échangez vos points contre tout service offert par votre agence : vol, forfait ou hébergement.
- > Voyagez quand vous le voulez, avec la ligne aérienne de votre choix, et profitez des rabais de dernière minute.

## Accédez à des bénéfices plus que généreux

- > Obtenez un point boni pour chaque dollar d'achat porté à votre carte.
- > Voyagez plus rapidement : la valeur de vos points peut dépasser de 67 % la valeur des points offerts par les programmes concurrents.
- > Laissez-vous aussi tenter par des événements sportifs et culturels ou des certificats-cadeaux.
- > Bénéficiez d'une assurance annulation et interruption de voyage, d'une assurance retard de vol et d'une assurance bagages.
- > Profitez de l'assurance achats la plus généreuse sur le marché.

## Intéressé?

Demandez-la maintenant et obtenez

5 000 points bonis\*

Composez le 1 888 MA CARTE  
ou visitez le [www.bnc.ca](http://www.bnc.ca)BANQUE  
NATIONALE

LA PREMIÈRE BANQUE AU QUÉBEC

\* Certaines conditions s'appliquent. L'offre prend fin le 31 janvier 2004.

# LE DEVOIR ACTUALITÉS

## SARCASME

SUITE DE LA PAGE 1

Au cours de ce tournage, il a constaté un tel degré de corruption, partout en Chine, qu'il a eu l'idée d'en faire un roman.

*J'ai passé deux ans en Chine, et ça m'a vraiment donné une occasion d'observer ce pays, que je connais déjà très bien. Quand on tourne un film, c'est différent de quand on va voir les parents [...]. J'ai été très impressionné par la corruption. Chaque jour, il y a toujours des surprises, il faut toujours payer sans arrêt, dans tous les sens. La corruption, c'était un petit jeu, presque un jeu national. Alors, je me suis dit: si je peux faire quelque chose d'un peu marrant avec la corruption, ce serait bien, pour montrer la Chine d'aujourd'hui.*

Le *Complexe de Di* raconte l'histoire d'un psychanalyste formé en France, féru de Freud et de Lacan, qui retourne en Chine pour libérer sa bien-aimée, Volcan de la Vieille Lune, emprisonnée pour avoir divulgué des photos interdites. Pour arriver à ses fins, le psychanalyste, Muo, doit fournir de jeunes vierges au juge Di qui, seul, peut libérer Volcan de la Vieille Lune.

Mais au-delà de la critique sociale, c'est le choc des cultures que ce livre explore. Aussi, la psychanalyse, par laquelle jurent encore bon nombre d'Occidentaux, n'offre pas une grille acceptable pour la culture chinoise. Appliquée en Chine, elle est plutôt perçue comme de la voyance, qui donne lieu à des situations du plus haut comique.

*«La théorie de Freud a changé quand même la société occidentale, tous les arts et la littérature, dit Dai Sijie. Après certaines lectures, j'avais certains doutes sur la théorie de Freud.»*

En fait, le personnage de Muo pourrait être inspiré d'un copain de l'écrivain, d'origine chinoise comme lui, qui étudiait la psychanalyse à Paris. Retourné en Chine, cet ami a tenté, avec une vingtaine d'autres psychanalystes, de pratiquer son métier dans l'empire du Milieu.

*«La psychanalyse, dit Dai Sijie, c'est presque la vérité.» Appliquée en Chine, elle relève plutôt de la bonne aventure. «Ces psychanalystes, dit Dai Sijie, sont des gens bien courageux, qui essaient de déchiffrer cet immense truc qui s'appelle l'inconscient asiatique. [...] Je ne suis pas sûr qu'ils pourront bien réussir.»*

Fasciné par la langue française, dans laquelle il écrit d'ailleurs désormais, l'auteur s'amuse aussi à observer les profondes différences entre la culture chinoise et la culture française.

Ainsi, il dit apprécier par-dessus tout le mot «amour» en français, qui sonne, selon lui, tellement mieux que le «ai», qui signifie la même chose en chinois.

*«Le mot "amour", c'est presque sensuel, tandis qu'en chinois, c'est un peu sec, "ai", c'est beaucoup moins romantique», dit-il.*

En entrevue, Dai Sijie ajoute par ailleurs que les Chinois, en général, «ne se laissent jamais aller, ni à aimer, ni à haïr».

*«Alors, ça, c'est une tradition chinoise. C'était une idéologie dominante, pendant 3000 ou 5000 ans, et c'est l'essence de la théorie de Confucius: il ne faut jamais ni aimer, ni haïr, il faut toujours rester au milieu», dit-il.*

Muo, pour sa part, est amoureux. Il se croit inexorablement fidèle à Volcan de la Vieille Lune, alors qu'il finit lui-même par se laisser séduire par plusieurs vierges de passage.

Mais ce n'est pas un éloge de la France, que Dai Sijie fait dans ses livres, mais plutôt un éloge de la langue française, de ses mots qui disent si bien les sentiments et l'action. *«En français, souligne-t-il, on conjugue toujours les verbes avec les temps. Alors que dans ma langue chinoise, on ne conjugue pratiquement jamais.»*

Dai Sijie, qui a conservé la nationalité chinoise, affirme pourtant que, s'il le pouvait, il écrirait en chinois plutôt qu'en français, puisqu'il maîtrise sa langue maternelle infiniment mieux que la seconde. S'il écrit en français, dit-il, c'est qu'il y est obligé. À cause du caractère un peu subversif de ses écrits, il n'arrive pas, en effet, à se faire publier en Chine. Et si son premier roman, *Balzac ou la petite tailleur chinoise*, vient d'être traduit en chinois, on a tenu, en Chine, à confier la traduction à quelqu'un d'autre, et cette traduction a été accompagnée d'une note signifiant que le gouvernement chinois était en désaccord avec cette œuvre sur le plan politique.

En écrivant en français, en vivant en France, Dai Sijie s'est par ailleurs découvert un nouveau public de lecteurs. Un public qui, si l'on en croit le prix qui vient de lui être décerné, n'est pas près de l'abandonner.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

### Comment nous joindre?

#### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

#### L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

#### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

### Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

le sida en Afrique. Bono a remercié le Canada d'envisager l'exportation de médicaments génériques vers les pays pauvres aux prises avec une épidémie mais a enjoint au gouvernement d'aller au bout de son idée et demandé à Paul Martin de tripler la contribution canadienne au Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la malaria et la tuberculose. Le projet de loi sur les médicaments génériques est mort au feuilleton cette semaine avec la prorogation des travaux parlementaires, mais l'équipe Martin dit que le nouveau chef libéral entend le présenter de nouveau et l'adopter.

Rien dans son texte ne laissait cependant présager une réponse hier soir. On n'y trouvait qu'une reconnaissance de l'urgence de la situation. Pour l'essentiel, le discours de M. Martin, livré devant des milliers de partisans, était avant tout un rappel des grands thèmes de sa campagne, assortis de ses élans rhétoriques préférez, du type: *«Le monde n'attend pas après nous», «Nous sommes à l'aube de possibilités historiques», «un moment pour convertir des circonstances historiques en changement transformateur», ou encore: «Nous pouvons marquer l'histoire.»*

Il entend maintenir le cap en matière d'économie avec des budgets équilibrés, la réduction du ratio de la dette et la réduction des impôts. Il ajoute toutefois la nécessité d'améliorer la reddition de comptes et d'investir dans l'apprentissage, l'innovation et la recherche. Sur le front social, il souligne la nécessité d'agir, sans dire

comment, pour la petite enfance, les personnes âgées, les handicapés et les autochtones tout en s'attaquant aux listes d'attente dans le secteur de la santé.

Il veut arriver à instaurer un climat de collaboration avec les provinces et compte s'y atteler dès demain lors de sa rencontre avec les premiers ministres provinciaux en marge du match de la coupe Grey. Avec les villes, il veut, en collaboration avec les provinces, établir un nouveau pacte financier. Il promet toujours de s'attaquer au déficit démocratique au moyen d'une réforme parlementaire qui accroîtra le pouvoir et la liberté des députés. En matière de politique étrangère, il a réitéré son intention d'établir un «partenariat fructueux» avec les États-Unis, de revoir le fonctionnement des organisations internationales et d'en faire davantage en matière de développement.

Son accession à la tête du PLC n'est que le commencement de ce «voyage», a-t-il dit après avoir évoqué la mémoire de son père, Paul Martin S, qui avait tenté à deux reprises, en vain, d'en devenir le chef. *«Plusieurs [...] m'ont demandé si, en devenant premier ministre, j'aurais réalisé son rêve. La réponse est non, cela n'a rien à voir avec son rêve mais tout à voir avec ce qu'il m'a enseigné, que le rôle des personnes qui choisissent la vie publique est de faire une différence dans la vie des gens.»*

Selon son texte écrit, M. Martin n'avait prévu aucune déclaration au sujet de sa seule adversaire, Sheila Copps, qui s'est pourtant ralliée en après-midi au moment de son seul discours au congrès, qui se termine aujourd'hui.

Mme Copps, elle, a agi comme promis et profité de

cette dernière tribune pour réitérer son long plaidoyer en faveur des valeurs «libérales», son invitation «à rêver un rêve encore plus grand» et son message en faveur de l'égalité, du respect, des droits des minorités et des femmes. À sa sortie, elle a indiqué vouloir être candidate aux prochaines élections et être prête à servir dans un cabinet Martin si celui-ci le lui demandait.

On peut en douter puisque tout indique que M. Martin veuille, dans son effort pour incarner le changement, vouloir faire peau neuve sur tous les fronts. De tous les ministres actuels, seulement trois seraient assurés de se faire offrir un ministère et même une promotion. Il s'agit de l'Albertaine Anne McLellan, du Saskatchewanais Ralph Goodale et du Québécois Pierre Pettigrew, trois partisans de longue date de Paul Martin. Tous les autres ministres, en particulier ceux identifiés à Jean Chrétien, sont considérés comme étant assis sur des sièges éjectables.

Il faudra cependant attendre avant de connaître la composition du nouveau cabinet. En effet, Paul Martin ignore toujours la date à laquelle il deviendra premier ministre. Il devrait être fixé mardi lors de sa rencontre avec Jean Chrétien.

Paul Martin prend la direction d'un parti qui lui est massivement acquis mais qui s'avère désorganisé par les luttes intestines des dernières années. Le PLC traîne aussi, au niveau national, une dette d'environ deux millions de dollars. L'aile québécoise, de son côté, est handicapée par une dette encore plus importante, soit 3,2 millions, selon les derniers chiffres fournis par le président de la formation, Pablo Rodriguez.

## MARTIN

## PLACEBO

SUITE DE LA PAGE 1

de la maladie des personnes qui tirent des bénéfices d'un placebo, ou qui attribuent l'effet placebo à un biais des analyses statistiques. Pourtant, certaines expérimentations menées récemment laissent panotis, même des chercheurs qui ont découvert tout à fait par hasard le pouvoir de l'effet placebo alors qu'ils effectuaient des études cliniques visant à évaluer l'efficacité d'un nouveau traitement.

Les placebos sont des traitements factices qui peuvent prendre la forme de comprimés — composés d'une substance pharmacologiquement inerte comme le sucre —, d'injections de solution saline, ou même d'un simple coup de bistouri feignant une chirurgie plus élaborée. Les placebos servent le plus souvent d'éléments de comparaison dans des études destinées à mesurer l'effet thérapeutique d'une nouvelle cure.

C'est donc ainsi que le neurologue A. Jon Stoessl, du Pacific Parkinson's Research Centre de l'université de la Colombie-Britannique, a remarqué tout à fait fortuitement qu'un placebo entraînait dans le cerveau de patients atteints de la maladie de Parkinson des modifications biochimiques comparables à celles provoquées par le médicament qu'il testait. *«Il s'agit là d'évidences que l'effet placebo existe»,* martèle le Dr Stoessl, qui a publié sa découverte dans la prestigieuse revue *Science* en 2001.

Les sujets parkinsoniens participant à l'étude du Dr Stoessl avaient trois chances sur quatre de recevoir un médicament actif censé combler le déficit en dopamine, un neuromédiateur du cerveau, que les personnes atteintes de cette maladie n'arrivent plus à produire en quantité suffisante. Par des techniques d'imagerie cérébrale, le chercheur a pu voir que l'injection du placebo avait déclenché dans la zone cérébrale endommagée par la maladie une libération de dopamine comparable à celle induite par le vrai médicament. *«Nous pensons que c'est le fait que les patients étaient dans l'expectative d'un traitement efficace qui a accru la libération de dopamine»,* affirme Jon Stoessl. *«Si les patients n'avaient eu qu'une chance sur deux de se voir administrer le médicament actif, nous n'aurions peut-être pas observé la même chose parce que les attentes des patients n'auraient pas été aussi élevées. À preuve, les sujets qui savaient qu'ils recevaient une injection de placebo ne présentaient pas la même hausse en dopamine que ceux qui n'étaient pas informés et étaient de ce fait remplis d'espoir de recevoir le médicament.»*

D'autres chercheurs sont allés encore plus loin. Dans le cadre d'une étude visant à juger de l'efficacité d'une greffe de cellules porcines productrices de dopamine dans le cerveau de patients atteints de la maladie de Parkinson, ils ont procédé à une chirurgie fictive (servant de placebo) — se limitant à perforer le crâne sans traverser les méninges — sur un autre groupe de patients, qu'ils ont ensuite comparés au groupe initial soumis à la greffe. Or les sujets sur lesquels l'intervention n'avait été que simulée ont vu leur état s'améliorer au même titre que ceux qui avaient reçu une greffe de cellules dopaminergiques. De plus, les bienfaits ressentis par les personnes ayant subi la fausse intervention se sont maintenus pendant près de deux ans.

C'est par une erreur de manipulation que le neuroscientifique Serge Marchand, professeur au département de chirurgie de l'Université de Sherbrooke, a lui aussi découvert l'immense potentiel de l'effet placebo pour ses patients souffrant de douleurs chroniques. Alors qu'il avait éteint par mégarde le stimulateur implanté dans le cerveau de son patient, celui-ci a néanmoins ressenti un soulagement. Depuis lors, Serge Marchand a répété l'observation chez tous ses autres patients.

Dans une étude désormais célèbre effectuée par le professeur de chirurgie orthopédique Bruce Mosely, du Baylor College of Medicine à Houston, les patients n'ayant subi qu'un simulacre de chirurgie dans le but de traiter une arthrose du genou ont eu le bonheur d'être soulagés de leurs douleurs. Et ce,

pour longtemps puisque deux ans plus tard leur mal n'était toujours pas de retour. De plus, la véritable intervention consistant à éliminer les cartilages abîmés du genou n'est pas apparue plus efficace que les simples incisions pratiquées à titre de placebo.

Selon une analyse approfondie de diverses études cliniques visant à évaluer l'effet thérapeutique d'antidépresseurs, près de 75 % de l'efficacité de ces médicaments découle de l'effet placebo, affirme l'auteur de cette revue, Irving Kirsch, de l'université de Connecticut.

Dans chaque cas, la perspective du soulagement qu'apportera un traitement reconnu pour être efficace est sans contredit au cœur de l'effet placebo observé, insistent les spécialistes. La puissance des placebos repose sur le pouvoir de guérison de l'esprit. La conviction qu'à le patient des bienfaits de l'intervention thérapeutique qu'il recevra semble en effet être la «force motrice» qui enclenche l'effet placebo, explique Irving Kirsch.

Les scientifiques reconnaissent maintenant que les informations que fournit le médecin à son patient sur les soins qu'il compte lui prodiguer sont déterminantes pour le succès du traitement, souligne à son tour Gilles Lavigne, professeur à la faculté de médecine dentaire de l'Université de Montréal.

Serge Marchand a par ailleurs évalué les attentes que des personnes souffrant de lombalgie chronique éprouvaient face au traitement (manipulation vertébrale, stimulateur nerveux électrique transcutané, TENS) que le clinicien leur proposait. Il les a ensuite comparées à celles que ce dernier prévoyait pour ses patients. Le chercheur a relevé une étrange asymétrie entre la version annoncée par le clinicien et la réalité vécue par les malades. *«Le patient faisait une prédiction très juste de ce qui allait se passer, précise Serge Marchand, avant de souligner que «les attentes du patient sont à ce point importantes que, si un patient doute de l'efficacité d'une chirurgie qui pourrait le soulager d'un mal de dos chronique, on essaie désormais d'éviter cette intervention.»*

Le psychologue Irving Kirsch apporte des nuances. *«On doit insister sur la puissance du traitement afin d'accroître les croyances du patient face à son efficacité, précise-t-il. La prudence s'impose toutefois quand vient le temps de commenter le soulagement que le patient peut espérer car, si la personne s'attend à une disparition totale de sa douleur, par exemple, elle sera insatisfaite si elle éprouve encore quelques petites douleurs.»*

On réalise ainsi que les potions et autres remèdes concoctés de façon empirique dans les temps anciens n'étaient vraisemblablement que des placebos, souligne Jon Stoessl. Nul doute que, si ces médicaments procuraient quelque bénéfice aux malades qui les recevaient, elles devaient sûrement découler de l'effet placebo.

Fait intéressant, les chercheurs ont également observé que l'ampleur de l'effet placebo s'accroît à mesure que l'intervention thérapeutique devient davantage invasive, souligne par ailleurs Gilles Lavigne. Une injection placebo induit généralement plus de bénéfices qu'un comprimé. Et une chirurgie est encore plus puissante qu'une injection.

Les maladies susceptibles de profiter de l'effet placebo semblent innombrables. Outre la maladie de Parkinson, les douleurs chroniques ou post-opératoires et la dépression, sur lesquelles des indices probants ont été recueillis, les chercheurs prédisent l'efficacité de placebos pour traiter certains troubles du sommeil, les toxicomanies, la sclérose en plaques ainsi que des maladies neurologiques, telles que le syndrome de la Tourette et les paniques.

Sous la direction de Gilles Lavigne, une nouvelle équipe de scientifiques canadiens se penchera sur ce mystérieux effet placebo et tentera d'en élucider les mécanismes. *«Ce que ces recherches nous apprendront sur les placebos nous aidera à accroître l'efficacité de toutes les interventions thérapeutiques et la qualité des soins prodigués aux patients»,* annonce le Dr Lavigne.

## MÉMOIRE

SUITE DE LA PAGE 1

de vedettes préfabriquées, de psychiatre déluré et de personnalité du moment, un brin sexy, pour introduire les séquences. Et c'est bien normal, lance André Huet, réalisateur belge de son état, qui depuis 25 ans à la RTBF — la télévision publique en Belgique — collecte ce genre de films pour alimenter une émission hebdomadaire sur le sujet. *«Ce sont des trésors nationaux qui nous montrent une autre facette de l'histoire en dehors des circuits officiels — les films de propagande, ou les news. Ce sont aussi des éléments de la mémoire collective qui immanquablement nous renvoient à la mémoire individuelle. Car les histoires de famille sont universelles. Et on ne peut s'empêcher de les regarder.»*

De passage à Montréal où il va prendre part demain à une discussion sur les documentaristes amateurs, organisée au Cinéma de l'ONF dans le cadre des Rencontres internationales du documentaire de Montréal (RIDM), cuvée 2003, l'homme voue une passion indéfectible à ce genre de documents dont la diffusion sur les ondes de la RTBF attire pas moins de 200 000 téléspectateurs — ramenés à l'échelle du marché québécois, ils seraient 400 000 environ — par semaine. *«Mais ça rejoint plus de monde encore car plusieurs enseignants enregistrent les émissions pour les présenter dans leurs cours d'histoire»,* souligne-t-il.

C'est qu'en Europe, ces images du quotidien montrant l'explosion d'un camion dans un village belge, des voyages d'ingénieurs au Congo ou en Chine, l'exposition universelle de Bruxelles en 1958, la vie d'une petite communauté pendant l'occupation allemande ou, pourquoi pas, la construction d'un pont à Namur, séduisent. *«Sans doute parce qu'elles nous permettent de pénétrer dans une histoire qu'on pensait à jamais oubliée»,* dit M. Huet.

Le modèle fait même école en Suisse, au Portugal ou en Allemagne, où plusieurs réalisateurs ont décidé de marcher sur les traces de l'équipe de la RTBF en lançant eux aussi des appels à la population, à l'antenne de leur télévision publique respective ou par l'entremise des journaux, pour mettre la main sur ces bijoux de famille qui dorment dans les caves et les greniers. Et les offrir à des téléspectateurs friands de ces scènes surannées qui inspirent inévitablement des phrases telles: *«Mon grand-père avait la même voiture», «Ma tante avait un bicycle à gaz identique», «Ça me rappelle mes vacances à la plage quand j'étais gamin!»* *«On a créé un mouvement, s'enorgueillit ce collectionneur de bouts de vie. Et c'est tant mieux, car si personne ne s'occupe de ces films, ils finissent par disparaître.»*

Le réalisateur Yann Langevin et le monteur Alain Baril le croient aussi. En 1995, un projet un peu fou, baptisé «Venez on tourne», les a conduits en Winnebago dans 24 municipalités du Québec en quête de ces petits bouts de quotidien immortalisés sur 8, 9,5 ou 16 mm, de la Gaspésie à la Montérégie en passant par le Lac-Saint-Jean, le Saguenay ou Charlevoix. Résultat: 70 heures d'enregistrements uniques — *«20 % à peine de tout ce que les gens nous ont proposé»,* précise M. Langevin — ont ainsi été transférées sur bande vidéo, 70 heures qui donnent un peu plus de sens à la devise du Québec même si depuis huit ans ces enregistrements dorment toujours dans le fond d'une botte.

*«Chaque année, nous essayons d'intéresser des diffuseurs et des producteurs pour rendre publiques ces images, dit Alain Baril. Mais sans succès. Les gens appuient notre démarche. Ils trouvent l'idée géniale. Mais lorsque vient le temps d'en faire une série d'émissions de 30 minutes ou d'une heure, ça tombe à l'eau.»*

Problème de rentabilité? Syndrome de l'année collective qui n'affecterait donc pas uniquement le patrimoine bâti? *«C'est sûr qu'ici la culture de la conservation n'est pas très développée, poursuit-il. Pour l'écrit, ça va. Mais quand on tombe dans les images, c'est la misère.»* *«On arrive à trouver de l'argent pour mettre en scène le quotidien de Michèle Richard, renchérit son acolyte. Je n'ai rien contre. Mais lorsque vient le temps de financer la diffusion d'images d'amateurs qui possèdent une riche valeur patrimoniale, culturelle ou historique, on se rend compte qu'il n'existe pas de case dans les formulaires de demande d'aide financière pour ce type de projets...»* Ce qui oblige du même coup un Adélaïde exhibant fièrement devant ses amis les gibiers tués dans la journée, un Marcel-Marie et son petit ami Roger se baignant timidement au milieu de pitouines (en bois) ou encore une Léda à vélo sur un chemin de terre, à revenir à la vie, dans toute la simplicité de leur époque, sur un tube cathodique dans des cercles d'intérieurs seulement.

Mais les temps changent, croit Sylvain Cormier, chroniqueur culturel au *Devoir* le jour et collectionneur privé de films de famille le soir. *«On s'en va doucement ici vers la valorisation de ces documents, dit celui qui travaille actuellement sur une série télévisée dont la matière première tient en 2000 bobines glanées ici et là et entreposées dans son appartement montréalais. Actuellement, aucun diffuseur ne s'est manifesté. Mais ce genre de projet a beaucoup de potentiel.»* *«Nous sommes à l'ère de la télé-réalité, et même de l'après-télé-réalité, poursuit-il. Ces films de famille, c'est la télé-réalité qui vient du passé.»* L'authenticité en plus, avec, plutôt que des beuveries de jeunes au discours puéril dans la cuisine aseptisée d'un appartement décoré avec mauvais goût, une armée de jeunes faisant de la gymnastique en cadence sur le terrain d'une école. Tous de blanc vêtus.

## Les OGM soulèvent des inquiétudes

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Des inquiétudes liées à la production agricole modifiée génétiquement pourraient mener à une «perte de confiance dans l'intégrité du système alimentaire canadien», révèle un document interne d'Agriculture Canada. Ce document d'information mentionne que le système de réglementation canadien en alimentation «ne reflète pas les inquiétudes soulevées par la population».

Il relate aussi que les producteurs d'aliments sont inquiets à l'idée de perdre des portions de marché, alors que les consommateurs se plaignent de ne pouvoir distinguer les aliments génétiquement modifiés de ceux qui ne le sont pas.

D'ailleurs, l'Union européenne que les organismes génétiquement modifiés inquiètent a fermé ses mar-

chés au canola canadien. *«En fait, la production de canola génétiquement modifié affecte la valeur du canola non-modifié sur certains marchés»,* peut-on également lire dans le document d'Agriculture Canada. Le canola est le deuxième produit agricole canadien d'exportation derrière le blé.

Lors des cinq années précédant le bannissement de l'Union européenne, le Canada a vendu en moyenne pour 180 millions \$ de canola aux pays de l'Union, selon des statistiques compilées par le Conseil canadien du canola. De plus, le document indique que plusieurs pays ont, ou proposent, différents systèmes permettant de repérer les aliments génétiquement modifiés, ce qui n'a pas encore été fait au Canada. *«En ce qui concerne la production agricole, le système canadien ne permet pas de distinguer et de séparer les aliments génétiquement modifiés des autres aliments.»*